

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

Légendes russes.....	***
L'Insurrection des paysans en Azerbaïdjan.....	MIR
Les difficultés des bolchevicks en Ukraine.....	S. N.
Les Soviets et le Turkestan.....	LINDSAY-HOBSEN
Les agents bolcheviks à l'œuvre	MILITANT
Staline-Djougachvili.....	N. N.
En Azerbaïdjan.....	Y.
Aperçu historique sur l'émigration cosaque au Nord du Caucase.....	KAZI-KHAN
Le mouvement des basmatchis au Turkestan.....	M. T.

CHRONIQUE

Géorgie. — Azerbaïdjan. — Caucase du Nord — Ukraine.

RÉDACTION & ADMINISTRATION :

LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, Rue du Sabot, PARIS (6^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

LÉGENDES RUSSES

L'affaire Koutiépov a eu un grand retentissement. L'enlèvement du général russe en plein Paris, par des agents du Guépéou, a vivement impressionné l'opinion publique. Les journaux font chorus à l'indignation générale et des voix énergiques se font entendre dans les meetings pour flétrir l'insolence des soviets. Au cours d'une grande réunion on a eu même la surprise de voir déployer le drapeau impérial russe qui fut longuement et chaleureusement acclamé. Il ne manquait plus que d'entonner l'hymne national russe : *Bojé, Tsaria Khrani !*

Tout cela se passe à Paris.

Nous sommes à la veille de la chute du bolchevisme en Russie et il n'est pas sans danger, croyons-nous, au moment où plus d'un problème, délicat à résoudre, va se poser devant l'Europe, de laisser trop de place à des fantaisies sentimentales. Cela pourrait fausser la vérité et entraîner la diplomatie dans une voie également néfaste pour les peuples opprimés de Russie aussi bien que pour la paix et la prospérité économique de l'Europe.

Certes, la Russie a fait la guerre et son concours a été particulièrement précieux dans un moment critique de l'histoire. Mais se trouvait-elle en mesure de faire autrement ? On oublie trop souvent la situation particulière de la Russie, l'histoire de son expansion anormale et l'esprit de conquête dont elle était toujours animée.

Un beau jour — ce jour commença après la retentissante visite de Guillaume II au sultan Abdul Hamid — la Russie aperçoit, stupéfaite, les transversales balkaniques et anatoliennes jalonnées de différentes entreprises allemandes. Le fameux B.B.B. (Berlin-Byzance-Bagdad) traçait des lignes de chemin de fer, dressant ainsi une barrière infranchissable qui coupait court aux visées impérialistes depuis longtemps mûries et poursuivies avec ténacité par la Russie. Et quoi ? Après avoir perdu tout accès dans les Balkans on va maintenant empêcher de contourner la Mer Noire par la voie du Caucase ? Renoncer à Constantinople, aux Détroits, à l'air des Océans ? Rester dans sa chambre où, selon une expression de Des-toïevski, « un géant comme la Russie ne pouvait se mouvoir sans heurter de la tête le plafond ? » C'était trop, c'était impossible. L'ultimatum austro-hongrois adressé à la Serbie dissipa toute équivoque : derrière le bonnet du bon Michel qui travaillait avec méthode à la conquête pacifique de l'Asie Mineure se profilait le poing cuirassé de l'Allemagne. Le dilemme devint fatal pour la Russie : il fallait, ou dire adieu à ses rêves de conquêtes, ou briser le cercle qui allait l'encercler. Et elle tira l'épée... Il est donc

erroné de dire que la Russie est accourue à l'aide de la France. La vérité est tout autre : c'est la France qui a été entraînée dans la guerre et qui dut prêter main-forte à la Russie déjà aux prises avec l'Autriche. Il ne sert à rien d'intervertir les rôles. Tout racontage selon lequel la Russie se serait jetée dans la mêlée par enthousiasme n'est donc qu'une légende qui fausse la vérité.

On lit souvent dans certains journaux français : « Nous devons beaucoup au tsarisme; c'est lui qui nous aida à relever la tête devant l'Allemagne. Aucun Français bien né ne l'oubliera. » C'est vrai. Sur le front oriental flottait le drapeau impérial russe, mais qui combattait ? Etaient-ce exclusivement les soldats russes ? Non ! On n'ignore pas que plus de 50 % de l'armée dite russe était composée de soldats non-russes. Il y avait des Polonais, des Ukrainiens, des Géorgiens, des Azerbaïdjanais, et tant d'autres qui soutinrent héroïquement la lutte dans les plaines de Pologne, et puis en Galicie et au Caucase. Alors ? Si l'on parle de reconnaissance, ce qui est d'ailleurs tout naturel et bien humain, pourquoi les autres peuples dont les sacrifices ne sont pas moindres, doivent-ils en être exclus ?

Le peuple russe, effroyablement retardataire, se souciait fort peu du sort de l'Occident. Il l'a prouvé à Brest-Litovsk. A cette époque l'Ukraine était libre et le Caucase se détachait de la Russie. Les peuples, depuis longtemps opprimés, respirèrent à pleins poumons; ils se constituèrent en Etats indépendants et s'efforcèrent d'entrer en contact avec la démocratie européenne afin d'opposer au bolchevisme, alors débordant en Russie, une résistance résolue. Tous furent invités à prendre part à la conférence de Brest-Litovsk mais ils s'y refusèrent. On sait que le traité de Brest-Litovsk fut ratifié par le Congrès dit pan-russe, convoqué à Moscou sous la présidence de Lénine et on n'ignore pas non plus que le Congrès n'était que purement russe : ni le Caucase, ni l'Ukraine n'y étaient représentés, toute relation étant rompue avec Moscou. Ce sont des faits irréfutables et si l'on parle « des services inestimables » rendus par la Russie pendant la guerre, ne serait-il pas de toute justice de « rendre à César ce qui appartient à César ». Rien de plus. Il faut dissiper toute légende.

Il est encore une autre légende, issue celle-là d'une combinaison politique qui, si nécessaire fût-elle en son temps, a perdu maintenant toute sa valeur et toute sa raison d'être. Avant la guerre la Russie était limitrophe de l'Allemagne. Par sa situation géographique et par sa puissance militaire elle s'imposait à l'esprit. Les hommes d'Etat français s'employèrent de leur mieux à gagner son amitié qu'ils estimaient à tort ou à raison nécessaire pour le maintien de la paix en Europe. Cette amitié a coûté cher à la France. Depuis 1894, le marché financier français a été ouvert à tous les emprunts russes et le drainage de l'or continua de plus belle au profit de la Russie « amie et alliée ». La dette atteint maintenant la somme formidable de 20 milliards. On escomptait la possibilité d'une pression, le cas échéant, sur l'Allemagne, mais l'histoire n'en fait point mention et il est probable qu'elle n'eut jamais lieu. La Russie, complice de l'Allemagne dans le crime du partage de la Pologne, se serait bien gardée d'entrer en conflit avec l'Allemagne, n'étaient-ce les complications dans les Balkans et en Anatolie. Quoi qu'il en soit, la contiguïté des territoires russo-allemands et la puissance militaire de la Russie furent une des raisons déterminantes de l'amitié franco-russe.

Maintenant tout est changé. La contiguïté des territoires russo-alle-

mands n'existe plus et la puissance militaire de la Russie, assez douteuse d'ailleurs, constitue une réelle menace pour la paix. La grande guerre a transformé la carte du monde, et l'équilibre européen trouve son appui et l'une de ses bases la plus solide, non pas en Russie, quel que soit son gouvernement, mais dans la volonté et la vitalité des jeunes nations ressuscitées à la vie libre et indépendante. Il n'y a pas de retour en arrière. La marche triomphale de la liberté a été interrompue par une renaissance, sous la forme du bolchevisme, de la politique dominatrice et spoliatrice de la Russie, mais tout fait croire que le système soviétique touche à sa fin et que la ligne de l'évolution normale du monde va être redressée. A la chaîne des Etats nouvellement créés : Tchécoslovaquie, Pologne, Pays Baltes, ne tarderont pas à s'ajouter de nouveaux anneaux : l'Ukraine, le Caucase et le Turkestan, autant de piliers pour l'équilibre européen et autant de remparts pour la paix générale.

Personne n'est tenu évidemment de sympathiser au mouvement libérateur des peuples, mais il y a tout de même une chose qui prime la question de sympathie personnelle et qui crée une certaine obligation morale pour tous : c'est l'intérêt supérieur de la paix. Il est peut-être permis à un « patriote » russe d'exploiter une affaire Koutiépov dans le but que l'on devine : il peut exhiber le drapeau impérial russe et le faire acclamer par la foule, dans l'espoir de créer un courant d'opinion, favorable à la restauration de l'ancien empire des Tsars. Mais il est évident qu'un tel retour vers le passé n'est plus compatible avec le *statu quo* territorial de l'Europe et qu'il recèle un grand et réel danger pour la tranquillité du monde.

C'est ce qu'on oublie trop souvent.

L'Insurrection des Paysans d'Azerbaïdjan

Les nouvelles reçues de différentes localités d'Azerbaïdjan indiquent que la tranquillité est loin de régner dans le pays et que les événements se déroulent avec une étonnante rapidité.

L'offensive communiste en Azerbaïdjan doublée de l'introduction du communisme par la violence parmi les paysans; l'envoi d'ouvriers russes dans les campagnes afin d'assurer la réalisation du plan de collectivisation par le gouvernement soviétique ont créé une telle atmosphère que les paysans n'ont pu supporter plus longtemps cette situation et qu'ils ont commencé la lutte contre le système des « kolkhoz ». Cette lutte se manifeste par endroits sous une forme passive, par voie de *sabotage*, par ailleurs elle prend une forme plus active, celle d'une *résistance armée* contre les représentants du pouvoir. Des informations reçues à Stamboul signalent le début de troubles paysans en Azerbaïdjan; en beaucoup de lieux certains villages refusent de livrer le grain au gouvernement des soviets; ils détruisent les kolkhoz (exploitations agricoles collectives), chassent et massacrent les fonctionnaires communistes.

L'arrondissement de Chemakha dans son entier s'est soulevé. Les paysans, hommes et femmes, sont en armes; de tous côtés de sanglants combats sont engagés. Là où les paysans rencontrent une forte opposition de la part des soldats de l'armée rouge, ils quittent leurs demeures qu'ils

incendient et ils s'en vont en masse, dans les forêts. Le plus curieux, c'est que, en beaucoup d'endroits, les soviets ruraux, au grand complet avec leur président, passent du côté des insurgés et se mettent à leur tête. Les bolcheviks eux-mêmes ne peuvent cacher des événements d'une si grande importance; leurs journaux en font foi. Le *Kommounist*, organe officiel de soviet d'Azerbaïdjan, paraissant à Bakou, confirme que la population turke de la république, dans les provinces, se'st insurgée contre l'introduction du communisme dans les campagnes et contre les persécutions dont est victime la religion musulmane.

Poursuivant, le *Kommounist* signale que, le 25 janvier, un détachement assez important du Guépéou, qui se rendait dans le district de Guektchaï pour réduire une insurrection de paysans, est tombé dans une embuscade où il a péri tout entier. Le commandant de la Tchéka d'Azerbaïdjan, connu par sa cruauté à Moscou, le sanguinaire Martynov a trouvé la mort avec 40 de ses lieutenants et 450 soldats rouges dans un combat qui dura un jour et une nuit. Les paysans qui l'avaient attaqué se sont emparés de leurs armes et des mitrailleuses qu'ils ont emportées dans les montagnes où ils se sont réfugiés. Dans l'arrondissement de Karabakh, de nombreux villages sont en flammes; de toutes parts brillent les lueurs de l'incendie. Les communistes fuient, trop heureux d'avoir la vie sauve. La *Zaria Vostoka* de Tiflis signale plusieurs cas où les paysans ont attaqué les bolcheviks et où des exploitations agricoles collectives ont été incendiées dans l'arrondissement de Noukha. Dans la lutte que poursuivent les paysans d'Azerbaïdjan contre la collectivisation forcée, les soviets ruraux, dans lesquels on compte des éléments à *tendances nationalistes*, jouent un rôle assez important. N'est-ce pas paradoxal de voir que les soviets ruraux, sous un système soviétique, constituent la base du pouvoir et remplissent des fonctions administratives, autrement dit, qu'ils sont le soutien du gouvernement. Ces soviets ruraux, c'est-à-dire le pouvoir lui-même, est loin d'être prêt à mettre en vigueur la politique des « kolkhoz ». Au contraire, les soviets ruraux en Azerbaïdjan luttent contre les innovations économiques du gouvernement; c'est dire jusqu'à quel point est tragique la situation ! Moscou s'inquiète.

Le Kremlin conseille la prudence. L'ordre est donné aux commissaires d'Azerbaïdjan, de ne point prendre de mesures rigoureuses contre les paysans là où il est possible d'aplanir un « incident » au moyen de la propagande et par voie de négociations pacifiques, il est inutile de recourir aux mesures militaires. Et quant aux désobéissants soviets ruraux qui s'écartent des directives données par le gouvernement, il convient de les dissoudre et de procéder aussitôt à de nouvelles élections.

Dans certains arrondissements, les soviets ont été dissous et de nouvelles élections ont eu lieu, mais les résultats ont été déplorables pour le centre, c'est-à-dire qu'elles ont donné les mêmes résultats. Certains membres de l'ancienne garde communiste allaient jusqu'à demander de dissoudre les soviets et de remettre leurs attributions aux exploitations agricoles collectives dont les membres *ne sont pas sujet aux élections, mais sont directement nommés*. Cette proposition ne fut pas acceptée du fait que le Comité central a estimé que les « kolkhoz » sont des *organisations économiques*, alors que les soviets ruraux sont des organisations d'ordre *administratif-politique*. Et pour justifier cet argument on a rappelé que la dictature du prolétariat repose sur l'autorité des soviets ruraux. Le mot d'ordre de Lénine, le premier, on s'en souvient, a été : « Tout le pouvoir aux soviets »

Ce mot d'ordre compte déjà un stage d'une dizaine d'années; il répond mieux aux conditions de la réalité russe; il se digère mieux par les paysans auxquels il remplace le « *mir* » sur lequel repose l'histoire des paysans de Russie.

Il nous a été donné maintes fois de signaler dans *Prométhée* que *la Russie et l'Azerbaïdjan étaient deux mondes fort distincts et que ce qui convient à la Russie ne saurait convenir à l'Azerbaïdjan*. Il est fort possible que le plan de collectivisation puisse à la rigueur être accepté par les paysans russes, mais il est incompréhensible pour la réalité azerbaïdjannienne.

Inutile de parler des soviets ruraux, attendu qu'ils sont constitués par les paysans, adversaires de l'idéologie des dieux du Kremlin. En ce qui concerne les fonctionnaires des exploitations agricoles collectives, nommés par le gouvernement et choisis parmi les communistes turks capables de parler avec les paysans en turk et à même de pouvoir réaliser le plan soviétique, ils n'arrivent pas à comprendre dans leur for intérieur l'idée étrangère pour eux des kolkhoz et c'est pourquoi ils sont tenus de compter avec le milieu paysan et avec sa psychologie. C'est ce qui explique pourquoi ils exécutent avec tant de lenteur les instructions de leurs chefs. Les dernières informations reçues annoncent que les paysans russes luttent contre la nouvelle politique économique de Moscou et que les conflits ont un caractère sanglant. Si en Russie ce mouvement peut être désigné sous une appellation indiquant son *caractère social*, en Azerbaïdjan il doit, *en plus de son caractère social, indiquer un caractère politique*. Le peuple azerbaïdjanien lutte, non seulement pour la propriété privée qu'il a considérée depuis des siècles comme une chose sacrée, mais aussi pour son indépendance politique, pour sa liberté. La Russie des soviets a entrepris une campagne de lutte contre son indépendance, elle a attenté à sa religion, à son honneur, à ses richesses.

Ce qui est incompréhensible, c'est qu'après avoir, pendant dix ans, saigné à blanc et exterminé la bourgeoisie des villes, le pouvoir soviétique ait déclaré la guerre aux paysans qui, de même qu'en Russie, constituent en Azerbaïdjan les 85 % de la population. Le paysannat a été l'âme qui a assuré le succès de la révolution russe, et nous ne croyons pas nous tromper en disant que *ce sont les paysans qui ont porté sur leurs épaules Lénine au Kremlin*. Ce sont ces mêmes paysans qui, de nos jours, luttent contre le pouvoir soviétique pour leur existence. Où sont donc les mots d'ordre d'antan ? « Paix aux chaumières ! » « Guerre aux monarques ! » « Auto-détermination des peuples ! » Tout cela est oublié ! Le célèbre publiciste turk Hamdullah Subhi bey a parfaitement raison lorsqu'il écrit dans les colonnes de l'*Ikdam* qu'il chercherait vainement un domaine où les bolcheviks soient restés fidèles à leurs principes et où ils ne se soient trahis eux-mêmes. Et c'est bien l'exacte vérité !

MIR.



Les difficultés des Bolcheviks en Ukraine

La situation des bolcheviks en Ukraine devient de plus en plus difficile. Il faut en chercher la cause, d'une part, dans la crise économique que traverse le pays; d'autre part, dans l'état d'esprit de la population en général et des paysans en particulier. On sait qu'après la période de communisme militaire qui suscita en grande partie la décadence économique du pays, vint la période de la nouvelle politique économique appelée N.E.P. Les bolcheviks — et spécialement Lénine — avaient compris qu'il leur était impossible d'aller plus loin dans l'application de leurs principes communistes et ils donnèrent libre cours aux initiatives privées, au moins en ce qui concerne la vie économique. On a pu constater durant cette seconde période l'amélioration manifeste de la situation en U.R.S.S. en général et spécialement en Ukraine, à la ville comme à la campagne.

Mais le fait que les relations économiques redevinrent normales et que l'aisance de la population augmentait ne pouvait manquer d'inquiéter les bolcheviks qui comprirent que la politique de la N.E.P., tout en aidant à la formation de la nouvelle bourgeoisie, leur donnait du même coup des concurrents redoutables. Ils craignirent de ne pas rester la force unique qui peut diriger à son gré le pays. Ils comprirent que leur dictature était menacée et que, dans ces conditions, la révolution universelle devenait impossible. Cela surtout les préoccupa, car toute leur politique étrangère prouve d'une façon éclatante que la révolution universelle a toujours été et sera toujours leur principal but. Les récentes révélations d'un de leurs anciens diplomates, M. Bessedovsky, publiées dernièrement par la presse française, confirment catégoriquement ce point. Et M. Bessedovsky insiste précisément sur la conviction émise par Staline en ce qui concerne les progrès accomplis par le communisme en Europe occidentale, conviction qui est la base fondamentale de toute sa politique.

En abandonnant la politique de la N.E.P., le pouvoir soviétique vient de démontrer à ceux qui croyaient dans la possibilité d'une évolution progressive de ce régime vers la vie normale que ce n'était qu'une pure utopie. Les soviets se sont vus dans la nécessité de revenir à l'application (comme à leur début) du communisme militaire intégral, avec toutes ses terribles conséquences pour le pays. Les communistes sont enfermés dans un cercle vicieux car de deux choses l'une : ou ils sont contraints — pour vivre — d'accepter la N.E.P. et alors ils ne sont plus fidèles au principe révolutionnaire, ou bien, pour demeurer fidèles à ce principe, ils doivent poursuivre une politique néfaste qui les mène à une catastrophe inévitable.

Actuellement les plus grands efforts des bolcheviks en Ukraine sont tendus vers ce but : dominer les villages pour disposer des principales richesses du pays et en même temps pour combattre l'élément le plus suspect au point de vue soviétique, le plus hostile à toute politique communiste. D'une part pour obtenir les récoltes et pour apaiser l'esprit rebelle des paysans, ils sont obligés de poursuivre une politique tout à fait contradictoire. Ils luttent contre les paysans aisés (appelés « kourkoulks » ou koulaks) ainsi que contre les paysans moyens, c'est-à-dire contre les agriculteurs qui pourraient servir de base à la prospérité du pays et y acquérir de ce fait une autorité « dangereuse ». En revanche, les bolcheviks

soutiennent les paysans pauvres et s'efforcent d'organiser avec leur aide de grandes communautés agricoles fondées sur le principe communiste qui est contraire à l'esprit même d'un paysan ukrainien. La situation générale de la campagne ukrainienne est lamentable. Les impôts exorbitants dont il est accablé, les prix auxquels est acheté son blé par les agents soviétiques et autres mesures vexatoires ou opprimantes auxquelles il est soumis, ont peu à peu amené le paysan à un découragement profond. Il n'ensemence plus de ses champs qu'une superficie limitée, juste ce qui lui est nécessaire pour ses propres besoins. Et c'est cette réduction des terres ensemencées qui entraîne à son tour automatiquement la crise économique.

C'est également cet état de choses qui a amené la famine l'an dernier. Et ce serait se leurrer que d'attendre une amélioration notoire cette année-ci.

La politique économique des soviets est donc loin d'encourager les paysans dans leur labeur, surtout lorsqu'on considère que ceux-ci sont contraints de vendre leur blé aux agents soviétiques au cours officiel qui est deux ou trois fois inférieur à celui du marché libre. Il est dès lors bien compréhensible que les agriculteurs s'opposent à cette vente forcée. Devant l'hostilité paysanne à ces réquisitions, les bolcheviks continuent de recourir à leur méthode préférée : celle des représailles, de la terreur et des mensonges. Cette année-là, non seulement le pouvoir soviétique a voulu obtenir une certaine quantité de blé, mais encore l'a-t-il exigée dans un délai très court, tandis que les autres années il s'y reprenait à plusieurs fois pour cette opération. Afin d'inciter les paysans à une livraison plus rapide, les bolcheviks ont eu recours à une ruse : ils ont décrété que tous ceux qui auraient livré leur blé à temps auraient la possibilité de s'acheter des produits manufacturés. Comme la disette de ces produits est totale à la campagne, les paysans se laissèrent prendre à ce subterfuge et consentirent volontiers, sous cette condition, à céder leur blé dans les délais prescrits. Mais, hélas ! ils n'obtinrent presque rien en échange ; les bolcheviks ont dû l'avouer eux-mêmes dans leur presse. D'autre part, les dirigeants n'ont pas su utiliser d'une façon rationnelle les grandes quantités de blé qu'ils réussirent à stocker par ce procédé. Leurs chemins de fer n'arrivent pas à emmagasiner de telles quantités de blé qui séjournent longtemps dans de petites stations, quelquefois même sous la pluie ; et la principale richesse du pays, lorsqu'on ne parvient pas à la sauver en l'entassant dans des locaux improvisés, parfois dans des églises, pourrit de cette manière.

La situation a encore empiré en raison de la dernière mesure décrétée par les soviets en matière de politique agraire, c'est-à-dire du fait de la mise en vigueur de la collectivisation générale de l'économie rurale. Cette mesure, prise pour des raisons politiques, ruine encore davantage l'économie rurale ukrainienne. Les paysans ne peuvent se résoudre à accepter la perte de leur bien-être matériel avec l'organisation de ce qu'on appelle les collectives agricoles, et c'est pourquoi, en présence de l'inévitable nécessité d'y entrer, ils vendent tout ce qu'il est possible de vendre : vache, cheval, charrette, puisqu'il est encore possible de conserver l'argent. Les maisons aussi doivent être remises aux collectives ; en tirer quelque argent est beaucoup plus difficile, aussi les paysans, surtout ceux qui sont tracassés par les autorités, incendient leurs maisons. C'est ainsi que l'Ukraine se couvre d'un réseau d'exploitations collectives agricoles ayant de la terre, alors que d'autres manquent non seulement de bétail, mais ne possèdent

même pas de semences pour les semailles du printemps. L'on peut dès lors se faire une idée des énormes superficies qui resteront en friche cette année en raison de ce processus de collectivisation. Et si jusqu'à présent, en raison de la famine ou de la mauvaise récolte, la population de l'Ukraine accuse un déficit de plusieurs millions de vies humaines, qu'advient-il après les malheurs qui menacent en ce moment l'Ukraine ? Il est évident que les victimes seront dix fois plus nombreuses.

Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les paysans ukrainiens soient indignés par la politique des soviets à leur égard. Si passive qu'elle ait été, leur opposition se fait de plus en plus violente, leurs insurrections — les bolcheviks le signalent eux-mêmes — sont de plus en plus fréquentes; ils incendient les maisons appartenant aux communistes ou à leurs partisans; ils organisent le massacre de personnes ayant des relations avec le parti communiste. Leur audace devient telle que bien souvent des réunions communistes sont interrompues par les paysans qui tuent séance tenante tous les participants. Le séjour à la campagne devient si dangereux pour les communistes que la plupart de ceux qui s'aventurent se font préalablement assurer contre tous risques. Au cours de leurs voyages, les bolcheviks sont obligés de se faire accompagner par des miliciens.

Tout naturellement, les bolcheviks de leur côté ont recours à des mesures particulièrement rigoureuses afin d'étouffer toute velléité de mécontentement. Il ne se passe pas de jour sans que de part ou d'autre ne s'organise un procès contre des paysans insoumis. Accusés d'hostilité anti-soviétique, ces paysans sont condamnés à mort et fusillés soit individuellement, soit par groupes. Ceux d'entre eux qui conservent la vie sauve sont expulsés de leur village, de leur district ou de l'Ukraine. Ces condamnations entraînent la confiscation de leur avoir et de leur maison. Leurs familles sont ainsi privées de tout soutien, jetées à la rue et vouées à la misère. Les paysans plus aisés sont simplement expulsés de leur maison et exilés sans qu'il y ait eu de leur part la moindre faute contre le pouvoir établi. Leur avoir est remis aux collectives agricoles et eux-mêmes sont chassés du village.

Nous venons de voir la situation telle qu'elle se présente actuellement dans la campagne ukrainienne. Elle n'est guère plus brillante dans les villes et dans les grands centres industriels.

Le prolétariat urbain, quoique toujours favorisé dans l'U.R.S.S., n'y jouit cependant que de bien maigres avantages, surtout en comparaison avec l'an dernier. La cherté de la vie augmente de jour en jour. Les coopératives ne sont plus en mesure de fournir le nécessaire aux consommateurs qui doivent alors recourir au marché libre, où les prix sont deux ou trois fois plus élevés. L'ouvrier souffre donc d'une misère à peu près égale à celle que subit le paysan.

Restent les classes privilégiées, la soi-disant bourgeoisie et la classe intellectuelle. Les conditions de leur vie, quelque peu améliorée pendant la période de la N.E.P., deviennent maintenant de plus en plus difficiles, et elles rappellent exactement les souffrances et les privations de toutes sortes endurées les premières terribles années du régime soviétique.

Il n'est en réalité qu'une catégorie de privilégiés : les communistes. Ceux-là seuls, les hauts fonctionnaires, les agents G.P.U. (police secrète), et enfin, dans une certaine mesure, l'armée, peuvent vivre à leur aise. Et encore cette aisance est-elle souvent relative. Depuis de longues années, on a renoncé à toute construction nouvelle; on ne procède même plus au rava-

lement des anciens immeubles, ce qui a amené une crise de logement plus intense en Ukraine que partout ailleurs. Les locaux sont insalubres, exigus, les portes en sont délabrées, les carreaux cassés...

Quant aux vêtements et aux chaussures, il devient de plus en plus coûteux et difficile de s'en procurer.

La crise du chômage sévit avec acuité chez les soviets, et la situation des chômeurs y est épouvantable. Leur ration quotidienne de pain n'est que de 300 grammes, et l'abolition du commerce privé a supprimé toutes ressources aux « éléments non travailleurs ». Le nombre de chômeurs augmente sans cesse.

Il est aisé de comprendre que, dans de telles conditions, le mécontentement soit grand et que l'hostilité aille grandissant envers les autorités soviétiques; c'est pourquoi le régime bolchevik actuel traverse une phase très périlleuse pour lui.

Ce mécontentement général contre les soviets en Ukraine ne cesse de s'accroître en raison des restrictions apportées à l'autonomie politique déjà si limitée dont jouissait jusqu'à présent l'Ukraine au sein de l'Union. Récemment le Commissariat de l'Agriculture d'Ukraine a été supprimé; il en a été de même du Commissariat de l'Instruction publique et les organes qui en faisaient partie ont été transférés à Moscou. De plus, la suppression des Commissariats de la Justice et de l'Intérieur est envisagée. Les organes de ces deux importants commissariats seront à leur tour transférés à Moscou, c'est-à-dire dans le pays même dont depuis des siècles l'Ukraine cherche à se détacher. Après ces opérations chirurgicales il ne restera plus en Ukraine que le Commissariat de l'Hygiène.

Mais ce n'est pas tout. L'indignation de la population s'accroît encore du fait de la suppression de l'Église autocéphale ukrainienne, laquelle s'était constituée aussitôt après la Révolution et s'était séparée de l'Église orthodoxe russe. L'Église autocéphale ukrainienne se distinguait de l'Église russe du fait qu'en dehors de sa mission essentiellement religieuse elle jouait un rôle très important dans la vie nationale du pays. C'est cette raison qui amena les bolcheviks à prendre des mesures pour « liquider » cette Église, si précieuse pour l'idéal ukrainien.

Cet état de choses en Ukraine cause de graves préoccupations aux bolcheviks et, pour lutter contre le mouvement antibolchevik, des mesures extraordinaires sont prises : la peine capitale pour les terroristes, la déportation en Moscovie des gens soupçonnés d'antibolchevisme et surtout de nombreuses arrestations parmi les intellectuels ukrainiens, afin de supprimer tous les chefs éventuels du mouvement national.

Ces arrestations sont effectuées aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Les personnalités les plus en vue : professeurs, ecclésiastiques, hommes de lettres, hommes politiques ont été mis sous les verrous en attendant leur jugement dans un procès monstre.

Le mouvement national et anticommuniste ukrainien trouve beaucoup d'adeptes parmi la jeune génération ukrainienne qui commence à comprendre (malgré la propagande très active des communistes dans les écoles) les résultats désastreux de la politique bolcheviste. Les membres même de l'Association des jeunesses communistes font preuve d'un esprit souvent infiniment plus nationaliste que communiste. Ainsi ils chantent l'hymne national ukrainien, défendu comme « contre-révolutionnaire », et, au cours de leurs réunions, protestent contre les chansons russes.

L'activité nationale va s'amplifiant dans tous les milieux de la société ukrainienne.

Les faits que nous venons d'exposer prouvent d'une manière évidente qu'il serait impossible de s'attendre à une évolution pacifique vers un régime normal dans l'Union soviétique. Pour conserver le pouvoir et ne pas renoncer à leur but de révolution mondiale, ils sont obligés d'appliquer dans le pays leurs méthodes révolutionnaires, qui les mènent inmanquablement à la catastrophe.

D'autre part, nous voyons que la situation en Ukraine est spécialement tragique pour les bolcheviks où la haine à l'égard du régime rouge d'occupation augmente sans cesse, où l'esprit patriotique anime de plus en plus le pays et où les nationalistes inquiètent beaucoup les dirigeants soviétiques.

A peu de chose près les mêmes procès politiques ont lieu dans d'autres pays occupés par les soviets, dans les républiques du Caucase ainsi que dans le Turkestan.

La situation est telle que, d'une simple révolte à Moscou, peut jaillir l'étincelle qui allumera l'incendie à travers l'Union soviétique tout entière et qui amènera la libération des peuples assujettis par la Moscovie rouge.

S. N.

LES SOVIETS ET LE TURKESTAN

Un journaliste américain, M. Lindsay Hobson, vient d'accomplir un reportage sensationnel. Il a réussi à traverser, sous un déguisement, le Turkestan russe qui est strictement interdit aux étrangers.

Passant par Paris, avant de regagner l'Amérique, M. Lindsay Hobson a bien voulu écrire spécialement pour Paris-Midi l'article qu'on lira ci-dessous.

On y verra, présenté d'une manière sobre et saisissante, le sourd conflit qui met aux prises les dirigeants soviétiques et les asiatiques qui ne veulent pas se laisser bolcheviser.

Le Turkestan russe, en Asie centrale, est accupé actuellement par des forces militaires dont la présence est facile à expliquer. En un mot, le pays ne veut pas être partie intégrante de l'Union soviétique. Ce vaste territoire situé au milieu de l'Asie, n'est russe à aucun titre, mais a été conquis par les armées du Tsar, vers la fin du siècle dernier.

Les Uzbeks, les Turcomans et autres habitants d'origine asiatique n'ont jamais volontiers supporté le joug russe et leur ressentiment s'accroît de jour en jour du fait qu'ils ne sont pas gouvernés seulement par des Russes, mais par des autorités bolchevistes qui tentent, à l'aide du communisme, de saper leurs institutions.

Lorsqu'on descend du petit train qui, de Moscou, Samara et Orenbourg traverse l'Asie centrale par le grand désert de Kara Koum, on est frappé de l'atmosphère militaire qui baigne le pays.

La station du Taohkent même est occupée par des soldats. On les voit patrouiller dans les rues. On les trouve partout. Ce ne sont pas des natifs du pays mais des Russes, venus des différents districts de l'Union soviétique. Ils n'osent circuler individuellement et vont toujours par deux ou trois.

On se demande tout d'abord ce que font là ces soldats. Protègent-ils l'extrémité sud de l'U.R.S.S. contre les incursions éventuelles pouvant venir d'Afghanistan ou des Indes par delà des montagnes de l'Hindou-Kouch ? Surveillent-ils le Turkestan chinois par-dessus les Tian-Chan ? Ces forces militaires ne sont-elles pas plutôt nécessaires à parer en Uzbekistan et en Turkmenistan (nouveaux noms donnés à l'ancien Turkestan russe) aux révoltes toujours possibles contre la domination de Moscou ?

Les bolcheviks font tout ce qui leur est possible pour développer industriellement la région, pour en irriguer les terres arides, y faire pousser du coton et ériger le pays en marche avancée du bolchevisme, face au reste de l'Asie environnante, face aux Indes.

Une ligne de chemin de fer va être reliée à celle du Transsibérien, pour amener de Sibérie en Asie centrale du fer et du charbon.

Comme partout ailleurs, en territoire soviétique, les forces de Moscou tentent de faire l'éducation du peuple « éducation » signifie ici du communisme et de la nécessité d'une révolution mondiale contre les autres Etats capitalistes). C'est une tâche ardue et difficile car les nomades des grands déserts et les naturels frustes et sauvages des Hauts-Pamirs se moquent du communisme. Ils préféreraient de beaucoup être libres et transporter de place en place leurs villages démontables à la recherche de gras pâturages.

A Samarkand il en est de même qu'à Tachkent. Des soldats, toujours des soldats, imposent la loi de Moscou aux diverses tribus composées d'Afghans, de Persans et de Mongols, et ce avec une main de fer. Moscou sait bien que son influence n'est pas considérable en Asie centrale. Quand un étranger demande l'autorisation de visiter ce pays, elle lui est refusée sous le vague prétexte que les « choses ne sont pas encore en état pour l'instant ». Cela signifie que les hommes des tribus n'ont pas encore courbé la tête sous le joug du communisme.

En Asie centrale, plus que partout ailleurs en Russie soviétique, le petit commerce entre particuliers par ventes ou achats est relativement florissant. Il l'est vraisemblablement trop pour Staline et ses séides qui ont supprimé toutes les entreprises privées sur tous les autres points du territoire.

Si un étranger veut aujourd'hui visiter l'Asie centrale, il doit faire ce que j'ai fait : porter une barbe, apprendre un peu de russe, dormir en plein air, ou dans les trains et surtout ne jamais s'inscrire sur les registres d'une auberge ou d'un hôtel, ce qui trahirait sa présence aux yeux du vigilant mais non moins stupide Guépéou.

LINDSAY HOBSSEN.



LES AGENTS BOLCHEVISTES A L'ŒUVRE

Un grand procès politique à Genève

Dans l'article précédent, nous avons fait allusion au procès qui s'ouvrira avant la fin de ce mois à Genève et qui aura une signification nettement politique ainsi qu'un grand retentissement international.

Il s'agit de l'affaire de M. Chavichvily, représentant du gouvernement national de Géorgie, contre M. Léon Nicole et le journal le *Travail*. Certes, cette affaire ne vaudrait pas la peine d'en parler longuement s'il ne s'agissait que d'une simple calomnie de la part d'un journal ou d'un rédacteur amoral, d'autant plus que l'un et l'autre sont bien connus comme calomniateurs; ils se sont révélés comme tels, depuis déjà longtemps, contre les hommes d'Etat en général et contre les militants de l'Internationale socialiste en particulier.

Mais l'opinion publique est fixée sur cette affaire parce qu'on est en présence de calomnies systématiques et de diffamations persistantes, voulues et organisées par Moscou et exécutées par ses agents. En effet, M. Nicole ne laisse jamais l'occasion de servir « le gouvernement d'ouvriers », en calomniant avec Barbusse le peuple géorgien et en diffamant les représentants et les martyrs de ce peuple opprimé par les Soviets. La moindre nouvelle, le moindre bruit lui servent de prétexte pour justifier l'impérialisme bolchéviste et pour baver ses calomnies et ses mensonges contre le peuple opprimé, contre tous ceux qui ne veulent pas se soumettre à la tyrannie moscovite et qui osent dénoncer les atrocités de celle-ci. M. Nicole ne craignit pas de calomnier même les chefs populaires socialistes assassinés par les Tchékistes en 1924, chefs dont le souvenir est des plus sacré pour le peuple géorgien.

C'est en vain que M. Chavichvily fit à plusieurs reprises des démarches amicales auprès de la rédaction du *Travail*. M. Nicole n'a voulu admettre aucune rectification : l'ordre de Moscou auquel il devait obéir, fut plus fort que tous les appels aux sentiments de la solidarité. M. Chavichvily se tourna alors avec les mêmes appels vers le parti socialiste suisse qui lui a donné raison et a désapprouvé l'attitude du *Travail*. M. Nicole, passant outre les indications données par le parti socialiste suisse, a réitéré ses calomnies en août 1928 et M. Chavichvily a été obligé de s'adresser à la justice de Genève. Etant donné le système de la procédure de jurisprudence genevoise obligeant les parties adverses à échanger les mémoires écrits, l'affaire a dû traîner plus d'une année avant de venir devant le Tribunal pour être plaidée.

C'est le 30 octobre dernier que les plaidoiries ont eu lieu. Nous trouvons utile de citer ici le résumé de la brillante plaidoirie de M^e L. Cartier, avocat de M. Chavichvily, paru dans les journaux :

« M^e Cartier montra que son client, loin d'être affilié à des affaires financières, ne dépend que de son pays, ne défend que les intérêts de celui-ci. Après avoir exposé comment les puissances alliées reconnurent de jure l'indépendance de la Géorgie en 1920, et comment la Russie bolcheviste la reconnut aussi par un traité signé la même année; il montra l'envahissement de ce même pays, un peu plus tard, par les bolcheviks

qui y firent régner un régime d'oppression militaire, réprimant dans le sang les réactions désespérées du peuple. Une clameur de réprobation unanime s'éleva alors. Les socialistes du monde entier protestèrent. Seul le *Travail* jugea bon de défendre les bourreaux et d'accabler les victimes. Au lieu de publier les informations que lui apportait sur son pays M. Chavichvily (qui est socialiste), le *Travail* a publié contre celui-ci des articles mensongers et contre la Géorgie des informations contraires à la réalité et toujours de nature à donner le beau rôle aux soviets. D'où M^e Cartier déduit que le *Travail* cherche à exercer une influence directement opposée aux idées du parti socialiste, mais exactement dirigée dans le sens bolcheviste. Aussi M. Chavichvily, socialiste, se livre à une enquête sur les faits signalés; il s'engage d'ailleurs à fournir toute la documentation nécessaire pour prouver que le *Travail* est un organe de liaison avec Moscou.

« Le ressentiment de M. Nicole contre M. Chavichvily, poursuit M^e Cartier, s'exerça même à propos de l'initiative pour les logements économiques, puisque c'est à ce sujet qu'on put lire dans le *Travail* que les agents informateurs du *Journal de Genève* sur les affaires russes et sur celles du Caucase notamment « sentaient furieusement le pétrole ». M. Chavichvily somma M. Nicole de rétracter ses propos, le défiant de relever une seule inexactitude dans les informations données par le bureau de presse géorgien et prouvant qu'il n'avait, de près ou de loin, aucun rapport avec des capitalistes étrangers, intéressés ou non au pétrole. C'est parce que M. Nicole refusait d'insérer une rectification dans son journal que M. Chavichvily introduit la présente instance, après avoir recouru à la *Sentinelles* pour expliquer son attitude.

« Concluant, M^e Cartier termine sa plaidoirie, parfaitement ordonnée, claire et convaincante, en disant que M. Chavichvily ne sert d'autres intérêts que ceux de son pays opprimé par Moscou, et en demandant au tribunal d'étudier les pièces et dossiers qui lui sont soumis; enfin en le priant d'entendre les témoins qui pourront exposer, en toute connaissance de cause, le rôle de M. Chavichvily et l'activité du bureau de presse géorgien. »

Ainsi, M. Chavichvily, bien qu'il ait présenté en abondance les pièces probantes prouvant d'une façon irrécusable la culpabilité de M. Nicole, n'a pas demandé sa condamnation pure et simple. Il a demandé l'ouverture de l'enquête pour que la lumière totale soit faite sur son propre rôle ainsi que sur celui de M. Nicole. Comme ce dernier redoutait une telle enquête, M^e Dicker, avocat de M. Nicole, s'est opposé de toutes ses forces à la demande de M. Chavichvily.

En janvier dernier, le tribunal a rendu son jugement. Le verdict, longuement motivé, déclare diffamatoires les articles du *Travail* et admet les dommages-intérêts causés à M. Chavichvily. Mais, étant donné la demande légitime de M. Chavichvily consistant en l'instruction approfondie de l'affaire, le tribunal ordonne l'enquête.

C'est ici que l'affaire prend une importance internationale considérable. L'immixtion du gouvernement soviétique par l'entremise de ses agents dans les affaires intérieures est inadmissible pour tous les peuples, pour tous les gouvernements et tous les partis, tout particulièrement pour les partis socialistes. La lutte contre la corruption est une nécessité pour tous les milieux qui se respectent. La lumière sur ce point, par quelle raison et sous quel prétexte qu'elle se projette, intéresse le monde entier.

De ce point de vue, le procès de Genève, au siège de la Société des

Nations, jouera certainement un rôle d'assainissement considérable. Les parties adverses font appel à des témoins qui ont acquis, d'une façon ou d'une autre, une célébrité mondiale. Le nombre de ces témoins s'élève à des dizaines.

Tandis que du côté de M. Nicole, on fait entendre qu'il ferait venir à Genève MM. Barbusse, Trotski, etc.; de son côté M. Chavichvily fait citer des élites universitaires, politiciennes, journalistiques dont la haute valeur morale est universellement reconnue. Il veut faire entendre surtout les militants les plus éminents de l'Internationale socialiste qui ont joué et jouent un rôle de premier ordre dans la politique internationale.

Si M. Barbasse ose en effet se montrer devant l'opinion publique avec ses mensonges et ses calomnies, on pourra lui opposer avec succès Panaït Istrati qui a le courage de dire la vérité.

MILITANT.

STALINE-DJOUGACHVILI

L'Echo de la Lutte, revue du parti social-démocrate de Géorgie, paraissant à Paris, consacre au fameux dictateur actuel de la Russie, M. Staline, l'intéressant article que nous reproduisons ici :

On vient de célébrer en Russie, non sans fracas, le 50^e anniversaire de la naissance de M. Staline-Djougachvili. Ses esclaves lui ont rendu l'hommage de leur admiration par une abondance d'articles de journaux, mais comme la vie du héros ne présentait rien d'admirable dans le passé, ses biographes se sont efforcés de déployer leurs ailes dans le domaine de la fantaisie. A cette occasion, nous voulons opposer une biographie réelle plus conforme à la vérité.

Djougachvili sortit de la 3^e classe du séminaire de Tiflis en 1899 et il entra comme propagandiste dans l'organisation du parti social-démocrate de Tiflis. Ce jeune séminariste attira l'attention du parti par une lutte sournoise et acharnée contre les chefs mêmes du parti qu'il poursuivait dans toutes les cellules à lui confiées. C'est particulièrement M. Silvestre Djibladze qui fut l'objet de ses attaques. Ses intrigues ayant été démasquées au cours d'une réunion des délégués de cellules, l'organisation prit la résolution de lui notifier un avertissement. Mais l'année d'après, voyant que l'avertissement n'avait pas eu d'effet et que Djougachvili n'en continuait pas moins à discréditer les dirigeants du parti parmi la classe ouvrière, afin de préparer le terrain pour se faire proclamer chef du parti, il fut résolu de porter la question devant le Comité exécutif dudit parti. Le Comité traduisit alors Djougachvili devant le tribunal du parti où il fut tenu de se justifier sous la menace d'être exclu du parti. Ce fut là le premier procès organisé par le parti social-démocrate. Le tribunal était composé des représentants des sections régionales de Tiflis. Djougachvili comparut devant ce tribunal ainsi que M. Djibladze et tous ceux qui avaient été victimes de ses attaques. Après une minutieuse instruction et de longs débats, le tribunal décida à l'unanimité, d'exclure Djougachvili de l'organisation en tant que calomniateur et que diffamateur incorrigible. Il lui fut interdit tout accès aux cellules et tout travail au nom du parti.

Djougachvili partit alors pour Batoum, mais là aussi il fit preuve

des mêmes qualités de caractère et il fut contraint de se réfugier à Bakou d'où il venait quelques fois en Géorgie. Le sort n'allait pas tarder à lui sourire.

En 1901, après la grande manifestation du 22 avril (ancien style), l'organisation de Tiflis fut presque anéantie par la gendarmerie. Tous les chefs du parti se trouvèrent réunis en prison. Batoum resta sans liaison avec le centre et sans direction. C'est à ce moment que Staline se transporte à Batoum. Sous sa direction, une grève d'ouvriers éclate. Les grévistes font une tentative de libérer les camarades mis en état d'arrestation, tentative qui prend fin, le 9 mars 1902, par une bataille dans la rue et par le massacre des ouvriers. Djougachvili est arrêté et relégué en Sibérie.

L'automne de 1903, il est de retour à Batoum mais l'organisation locale de la social-démocratie ne lui permit pas de travailler au sein du parti. Un courant bolcheviste s'étant produit, il devient son partisan, mais en Géorgie ce mouvement n'a jamais eu de prise et Staline n'y a jamais joué le premier rôle. Le chef reconnu du mouvement bolchevik en Transcaucasie était, à l'époque, un certain Chaoumian. C'en était assez pour que Djougachvili le prit en haine et qu'une interminable lutte entre ces deux hommes se déchaînât. Elle atteignit même un tel degré de tension qu'en 1909 les ouvriers de Bakou ne craignirent pas ouvertement d'accuser Staline d'avoir dénoncé à la gendarmerie le camarade Chaoumian alors domicilié légalement à Bakou. Une nouvelle arrestation sauva Djougachvili du jugement du parti bolchevik. Il fut de nouveau relégué en Sibérie d'où il s'évada encore pour retourner au Caucase quelque temps après.

Cette période est marquée par une série d'expropriations bolchevistes. Djougachvili était l'animateur et l'organisateur de tous ces coups de force. Avec une habileté extraordinaire, il formait des bandes et les maniait facilement dans toutes ces périlleuses entreprises, se gardant bien d'y prendre part personnellement. Il devint le bras droit de Lénine qui vivait alors en Europe et dont la caisse était régulièrement alimentée par les exploits de Djougachvili et de ses bandes. Il est bon de remarquer que cet original « Ministre des Finances » du parti bolchevik ne reçut jamais de mission politique. Djougachvili resta toujours dans l'ombre pour ne jamais sortir du rôle de simple propagandiste. Il ne fut jamais élu membre du Comité central du parti; il ne fut pas même proposé comme candidat pour un Congrès du parti, et cela se comprend, attendu que le fameux expropriateur et bandit inspirait toujours assez de méfiance pour qu'il ne fut pas possible de le placer à un poste ayant des responsabilités politiques.

De ce raccourci biographique, le lecteur pourra aisément discerner les traits du Djougachvili actuel. En Géorgie il a appris la science d'organisateur qui le caractérise; il a pour ainsi dire passé une école dans le parti social-démocrate de Géorgie. Mais il n'a point réussi à en tirer profit pour ses ambitions personnelles et à se créer une situation prépondérante dans la vie nationale de Géorgie. Qu'importe, ce qu'il n'a pu obtenir en Géorgie, il l'a atteint en Russie. Rejeté avec sa doctrine et ses ambitions de la vie nationale de Géorgie comme un corps étranger et inacceptable pour la conscience du peuple dont il est issu, le voilà porté au sommet du pouvoir en Russie, admiré et applaudi par une masse en délire.



EN AZERBAÏDJAN

Nul n'ignore qu'après la grande guerre mondiale la Russie fut livrée à la guerre civile, que le pouvoir des soviets s'y établit conjointement avec le communisme. Ces bouleversements eurent pour résultat de faire disparaître du marché les produits les plus indispensables : le pain manqua et l'on vit bientôt des centaines de milliers d'enfants errant dans les rues, sans foyer, sans famille, auxquels on donna le nom de « bezprizornykh », c'est-à-dire de non-surveillés ou simplement « d'abandonnés ». Bien que sensiblement simplifié, le pouvoir soviétique ne put éviter une crise économique de jour en jour plus grave, tandis que le nombre des enfants abandonnés ne cessait de s'accroître dans des proportions véritablement fantastiques. De nos jours on en compte près de 200.000 en Union soviétique, si bien que cette situation prend l'aspect d'un véritable fléau national. Le plus étonnant, c'est que cette armée d'« abandonnés » se soit organisée pour mieux effectuer ses opérations de vol et ses actes criminels, ce qui, dans son genre, présente un réel danger pour le régime. Les bolcheviks eux-mêmes avouent leur impuissance en ce qui concerne les moyens de lutte contre ces éléments indésirables; tous les essais tentés jusqu'à ce jour par le gouvernement en vue de sauver ces enfants abandonnés et de se préserver soi-même n'ont donné aucun résultat positif. Pour alléger Moscou et Pétersbourg, le gouvernement a eu recours à des mesures exceptionnelles : il a tout simplement embarqué ces éléments indésirables sur des wagons pour eux réservés et il les a envoyés dans les régions méridionales où l'hiver est moins rigoureux. De nos jours, ces enfants abandonnés, ainsi que des sauterelles, emplissent la Transcaucasie, l'Azerbaïdjan en particulier. Les journaux bolcheviks de Bakou annoncent que les « non-surveillés » continuent à affluer, emplissant les rues de Bakou. Ces mêmes journaux écrivent que ces nouveaux venus, au nez de la police, attaquent les passants et leur arrachent ce qu'ils ont dans leurs mains. En plein jour, ils pénètrent dans les maisons et se livrent à un pillage en règle. Les communistes azerbaïdjanais, aussi bien que le gouvernement, sont on ne peut plus inquiets de cet état de choses, et ils envisagent déjà de sévères mesures pour y mettre fin. Le *Kommounist* du 22 décembre dernier consacrait tout un article de tête à ce phénomène dont il explique les causes tout en proposant des mesures susceptibles d'enrayer ce mal; il écrit :

« L'afflux toujours croissant des enfants abandonnés met l'Union des Républiques soviétiques dans une situation difficile, l'Azerbaïdjan en particulier avec Bakou sa capitale. La situation de l'Azerbaïdjan se complique encore du fait de son délicieux climat, ce qui ne contribue pas moins à attirer ces indésirables... »

Bien que l'organe communiste ne voit d'autre cause primordiale dans la migration des enfants abandonnés que dans les conditions climatiques de l'Azerbaïdjan, il n'en signale pas moins d'autres causes, inconsciemment peut-être; il écrit :

« En envoyant en Azerbaïdjan ces enfants abandonnés, la Russie des soviets a en vue, non pas seulement le climat qui est fort doux, mais encore

elle envisage pour ces enfants la possibilité de se caser, ce pays possédant une industrie fortement développée... »

Il est incontestable que les autorités soviétiques d'Azerbaïdjan sont très préoccupées en ce qui concerne la recherche des moyens permettant de lutter contre ce fléau public. Malheureusement elles ont dû s'avouer impuissantes dans ce domaine et elles se sont, en conséquence, adressées à Moscou demandant qu'on voulut bien leur venir en aide.

*
**

En dépit des mesures extraordinaires prises contre les tendances de droite, en dépit des répressions dont les chefs de l'opposition, MM. Tomski, Rykov et Boukharine ont été l'objet, la déviation de droite prend une forme de plus en plus marquée en Azerbaïdjan. Les communistes de droite d'Azerbaïdjan ne peuvent s'empêcher de manifester leurs sentiments aussi bien dans les organisations soviétiques qu'au sein du parti communiste. Les derniers journaux communistes arrivés du pays laissent voir clairement l'état actuel de la situation en Azerbaïdjan et à Bakou en particulier. Le *Kommounist* notamment écrit que, dans l'agglomération industrielle de Sourakhana près de Bakou eut lieu tout dernièrement un meeting, organisé par les activistes ouvriers de droite, au cours duquel les principes de la déviation de droite furent âprement défendus. L'un des orateurs, l'ouvrier Mahmoud, dit textuellement ceci :

« Notre organe communiste parle journallement du développement et du succès de l'industrie. Je dis tout franchement que ce n'est là qu'un leurre qui n'a d'autre explication que le désir de se tromper soi-même, à moins que de vouloir tromper la classe ouvrière. Les usines et fabriques manquent de spécialistes et de chefs d'ateliers. Du moment que nous sommes obligés de faire appel à des spécialistes de l'étranger et de leur confier l'âme même de notre industrie, peut-on parler du progrès de l'industrie azerbaïdjanienne? Je crois aussi que la situation des paysans n'est pas meilleure. Toute la politique de notre gouvernement a essuyé un échec dans le monde des paysans. Grâce à la politique du gouvernement ouvrier, le paysannat a perdu tout son avoir pour tomber dans la misère. Sous le fardeau des impôts, une grande partie des paysans azerbaïdjanais refuse de s'adapter au système des kolkos (exploitations collectives agricoles) contre lequel ces paysans luttent ouvertement. D'un autre côté la lutte contre les koulaks (paysans aisés) conduit l'économie rurale à la ruine, le koulak étant l'élément vital par excellence, celui qui marque le progrès parmi les paysans. L'on sait du reste que tout paysan qui progresse dans son travail se transforme indubitablement en koulak, de sorte que la lutte contre les koulaks est une lutte contre le paysannat dans son entier. Cette politique du gouvernement peut être considérée comme une lutte pour l'extermination du paysannat. Je puis dire en toute certitude que, par sa politique, le gouvernement des soviets dressera contre lui tout le monde des campagnes, et toute la politique des kolkhoz finira par sombrer. Le gouvernement doit renoncer à cette politique; il doit comprendre son erreur... »

Cette déclaration d'ouvrier fut accueillie avec beaucoup de sympathie

et l'assistance ne lui ménagea point ses applaudissements. A la faveur de ce courant de sympathie des masses, les agents de la Tchéka n'osèrent arrêter cet ouvrier.

Des cas analogues eurent lieu dans d'autres agglomérations d'Azerbaïdjan, parmi les communistes. Les communistes d'Azerbaïdjan, dans leur majorité, déclarent à qui veut les entendre que le système des kolkhoz pourrait fort bien trouver un terrain favorable en Russie centrale où la population, des siècles durant, s'était adaptée au système de l'économie paysanne désignée sous le nom de « Mir », mais que ce système n'était pas acceptable en Azerbaïdjan, parmi une population où 90 % étant turke et musulmane, professe un respect sacré pour le système de la propriété privée. L'offensive contre la propriété privée dans ce pays équivaut à une offensive contre sa conscience et son honneur et il est tout naturel que le système des kolkhoz ne puisse trouver son application en Azerbaïdjan.

*
* *

Ces derniers temps, les journaux communistes d'Azerbaïdjan se livrent à des attaques répétées contre le grand poète azerbaïdjanien Djavatt bey qui, dans ses poésies, exalte l'esprit national du peuple. Sous le régime bolchevik il dut garder le silence. Le gouvernement soviétique le persécute pour des vers publiés bien avant la venue du communisme en Azerbaïdjan. Les journaux communistes critique ainsi son œuvre : « Oui, Djavatt est un poète populaire et aimé. Les vers sont touchants, chacun les connaît. » Ces derniers temps, le journal le *Kommounist* a organisé une campagne contre l'artiste connu Sarabski dont le tort consiste à avoir, au cours d'un jubilé d'artiste, chanté des vers de Djavatt. Ce journal accentue ses attaques sans comprendre le véritable sens de l'acte de Sarabski, et il dit : « Le tort de Sarabski consiste dans le fait d'avoir pris une part active à une fête d'artistes dans l'association desquels il se trouve inscrit. Nous avions espéré que, dans cette fête, il se serait dressé contre le poète contre-révolutionnaire Djavatt et qu'il aurait protesté contre ses poésies. Au lieu de cela, qu'avons-nous vu ? Nous avons vu Sarabski chanter avec amour et enthousiasme les vers du poète. Le fait, par lui-même, est un acte malveillant à l'égard du gouvernement des soviets... » Et ledit journal blâme les agissements de M. Sarabski et il croit devoir en rejeter la faute sur la censure soviétique; il se demande même comment cette censure a pu omettre de ne point contrôler les discours et déclarations des orateurs et des artistes. Le *Kommounist* ne peut pas comprendre qu'on peut évidemment contrôler et vérifier les discours des orateurs, mais qu'il n'est pas en son pouvoir de contrôler les dispositions du peuple et de réprimer ses sentiments nationaux; que si les paroles des poètes de talent comme Djavatt peuvent ne pas être prononcées à haute voix, rien n'empêche qu'elles le soient à voix basse, au plus profond de l'âme, au sein de la famille, attendu que ses déclarations, ses vers ne sont autre qu'un « article de foi » pour le peuple azerbaïdjanien. La manifestation de Sarabski n'est-elle pas l'écho des protestations du peuple azerbaïdjanien contre les persécutions dont est l'objet le poète tant aimé Djavatt ? Ainsi l'expression du *Kommounist* touchant à l'« inexplicable manifestation de Sarabski » serait parfaitement explicable.

Y...

Aperçu historique sur l'immigration cosaque au nord du Caucase

La première immigration des Russes au nord du Caucase avait un caractère accidentel et l'idée de conquête leur était tout aussi étrangère que celle de la colonisation. Ces premiers immigrés sont connus sous le nom de Cosaques de Grébensk en raison de la région montagneuse où ils étaient venus se fixer.

Les Cosaques de Grébensk étaient venus du Don, plus particulièrement du canton de Tchervliany Yar où ils avaient mission de protéger les terres de Riazan contre les incursions des Tatares. Lorsque l'ordre leur fut donné de quitter leurs cantonnements pour aller servir dans les rangs des Strelitz dans la région de Souzdal, les Cosaques se révoltèrent et abandonnant leur terre natale ils allèrent se fixer aux bouches du Térék. Vers la fin du xvi^e siècle, ces Cosaques, au nombre d'environ 4.000, fondèrent à l'embouchure de l'Argoun et de la Sounja un petit nombre de postes connus sous le nom de Tchervlonny, Kourdiankovski, Chtchedrinski, Starogladkovski et Novogladkovski. Les allogènes montagnards voyant le caractère pacifique de ces étrangers leur témoignèrent de la sympathie; ils leur donnèrent du blé et du bétail pour leur faciliter leur installation du début et par la suite. Tchetchènes et Kabardiens leur donnèrent même des femmes en mariage.

Peu à peu le type de ces Cosaques de Grebensk se transforma d'une manière si heureuse que le grand écrivain russe L.N. Tolstoï, dans son récit *Les Cosaques*, consacra à la femme cosaque de Grebensk quelques lignes pour vanter sa beauté dans laquelle, écrivait-il, se reflète le type le plus pur de la femme tcherkesse uni à la puissante stature de la femme du Nord; puis il ajoute : « Les femmes cosaques portent l'habit à la tcherkesse : chemise tatare, « bechmet » (sorte de gilet) et « tchouviaki » ou chaussures caucasiennes, mais les vêtements sont attachés à la russe; l'élégance, la propreté, la distinction dans le costume et dans la décoration des chaumières constituent un tout indispensable à leur genre de vie. »

Avec le temps, de nouveaux éléments venus principalement de la Volga et du Don renforcèrent les rangs cosaques de Grebensk. Le nombre de villages s'en accrut en même temps que leurs appétits. Craignant le voisinage des Tchetchènes, les Cosaques se mirent à opérer des raids de long des côtes de la Caspienne, troublant ainsi la quiétude des « chamkhals » ou seigneurs du Daghestan. Des plaintes émanant des Khans du Daghestan indignés contre les actes de piraterie des Cosaques ne tardèrent pas à affluer, mais le gouvernement de Moscou répondait invariablement que ces brigands de Cosaques du Don et de la Volga n'écoutaient même pas ses ordres et que, par conséquent, il s'en désintéressait.

Sous le règne d'Alexis Mikhaïlovitch, c'est-à-dire au temps du schisme au sein de l'église orthodoxe, les Vieux-Croyants, soumis à de terribles persécutions, allèrent chercher un refuge parmi les Cosaques du Don et de là, gagnèrent le Térék où ils fondèrent de nouveaux villages. Ce sont ces villages cosaques qui servirent de noyau sur le delta du Térék à ce qu'on appela « La ligne du Caucase ».

Le but de ces « marches », par la suite, fut de protéger les possessions « russes » au nord du Caucase contre les incursions des belliqueux Montagnards. A la fin du xviii^e siècle, les villages cosaques formaient une chaîne

ininterrompue qui s'étendait le long de la rive gauche du Térék sur une distance de 200 verstes, depuis les bouches de ce fleuve sur la mer Caspienne jusqu'au fort de Mozdok, construit en 1763, et par Kizliar fondé en 1718.

C'est sous cet aspect que fut créée cette « ligne du Caucase » qui exista jusqu'en 1777. Elle unissait le Térék à la Volga par Tomski, Chliakh et Astrakhan par une voie le long du littoral de la Caspienne.

Ces « marches » du Caucase étaient gardées par des troupes cosaques désignées sous le nom de Cosaques du Térék et de Kizliar, de Térék-Semeïni et de Grébensk. Et pour renforcer encore davantage la population cosaque établie sur cette « ligne du Caucase », il fut envoyé de la Volga, pendant les années 1777, 78 et 79, les éléments cosaques de la Volga. Ces éléments furent établis dans cinq postes fortifiés s'étendant de Mozdok à la mer d'Azov par Ekaterinograd, Pavlovski, Mariïnski, Guéorguïevsk et Alexandrovski.

Dans le même temps se constitua le régiment de cinq sotnias de Khoperski, lequel fut transféré de la rivière Khoper dans les ports de Severskoï, Stavrapolskoï, Moskovskoï et Donskoï, toujours sur la « ligne du Caucase ».

Inutile de dire que, de l'ancienne amitié entre Cosaques et Montagnards, rien n'avait survécu. Il s'était écoulé assez de temps pour comprendre les desseins des Russes. Le caractère occasionnel de la colonisation du pays aussi bien que l'immigration pacifique des Russes sur les terres des Montagnards se transforment en occupation méthodique de ces terres. Une telle situation ne pouvait subsister longtemps encore, aussi dès 1777 voyons-nous apparaître des conflits entre certains groupements montagnards et les Russes. Ces conflits n'avaient point au début un caractère sanglant, mais plutôt une tendance d'opposition organisée. Cette situation se prolongea jusqu'au moment où la colonisation du Caucase du Nord, décrétée par le gouvernement russe, laissa voir clairement la volonté de la Russie de s'emparer du territoire habité par les Montagnards du Caucase. Les dissensions intestines et plus encore le passage de la Géorgie sous le protectorat russe en vertu du traité du 24 juillet 1783, renforcèrent les tendances accapareuses de la Russie. De ce moment commence une nouvelle ère dans l'histoire de la conquête et de la colonisation du Caucase du Nord. *Depuis cette époque les frontières de la Russie sont transportées par delà les montagnes du Caucase; la Géorgie indépendante devient province russe et, dès lors, les Montagnards ne sont plus des voisins des Russes, mais des tribus qui habitent, on pourrait dire, à l'intérieur de l'Empire russe.*

Cette offensive colonisatrice, cette marche en avant de la Russie est liée à l'histoire du règne de Catherine la Grande. Afin de consolider le pouvoir sur les steppes, stériles à l'époque et extrêmement étendues au nord de la chaîne du Caucase, Catherine II crut indispensable de les peupler; dans ce but autorisation fut donnée en 1785 aux soldats démobilisés, aux paysans d'Etat et privés même de s'installer dans le pays. Ces paysans attachés aux propriétés des grands seigneurs comme le prince Bezborodko, les comtes Vorontzev, Tchernichev, etc... recevaient des lots de terre à perpétuité. Des subsides étaient même alloués aux deux premières catégories qui profitaient également de larges privilèges.

Cette même année, c'est-à-dire en 1785, le Caucase du Nord est transformé en vice-royauté, laquelle comprenait les cinq arrondissements suivants : Ekaterinograd, Kizliar, Mozdok Alexandrov et Stavropol. Et pour la défense des possessions sur le fleuve Kouban le commandant des troupes

échelonnées depuis la mer Caspienne jusqu'à la mer d'Azov envisagea d'occuper une ligne de cinq forts allant de la forteresse de Constantinograd près de Piatigorsk jusqu'aux bouches du Kouban et unir ainsi 19 villages cosaques. Au lieu des cinq forts primitifs, trois seulement furent édifiés en 1784, savoir : ceux de Pregradny, Progny Okop et Grigoripolie qui constitue le point extrême de la « ligne du Caucase » sur le fleuve Kouban.

Avec le général en chef Goudovitch qui termina avec succès la deuxième guerre turque, ce qui lui permit d'avoir sous ses ordres d'énormes réserves d'hommes, de nouveaux forts sont dressés au cours des années 1792-1793 : ce sont les forts de Cholkozavodkaïa au confluent de la Sounja et du Térék, de Kavkazkaïa sur la rive droite du Kouban, Oust-Labinskaïa à deux verstes du confluent de la Laba et du Kouban. Pour maintenir le contact entre ces deux dernières forteresses, on éleva les redoutes de Kavkazki, Tifliski et Ladojski. Et pour consolider davantage la « ligne du Caucase » il fut décidé d'installer six régiments de Cosaques du Don qui se trouvaient en garnison sur cette ligne. Ordre fut donné de remettre à chaque foyer un subside de 20 roubles et de 500 roubles à chaque village pour l'édification d'une église. Il fut résolu de construire douze stanitsas (villages de Cosaques) de 200 familles par village, exception faite de Labinskaïa, pour laquelle on envisageait une norme de 400 familles. Cette décision suscita des troubles parmi les Cosaques du Don, et au lieu de 3.000 familles attendues en 1794, il n'arriva du Don qu'un millier de familles qui furent réparties dans six villages pour former le régiment des Cosaques du Kouban. Mais lorsque la nouvelle arriva dans le Don que les émigrés faisaient fortune, que le pays où ils s'étaient établis était riche, que la vie y était facile, de nombreuses familles s'en allèrent à leur tour chercher fortune au Kouban.

Dans le même temps le gouvernement russe décidait la colonisation du bassin inférieur du Kouban, de la forteresse d'Oust-Labinskoi jusqu'à la Mer Noire et la mer d'Azov. C'est ainsi que cette même année 1794 le nord-ouest de la plaine du Kouban fut occupée par les Cosaques Zaporogues. Ils avaient pour mission de défendre les frontières contre les incursions des Tcherkesses, jouissant en échange de nombreux privilèges. Il leur était annuellement alloué une somme de 20.000 roubles comme appointements, jouissaient d'une complète liberté de commerce sur leur territoire et avaient le droit de vendre le vin; ils recevaient en outre une allocation de 30.000 roubles pour subvenir aux besoins des immigrants pauvres. Aux 20.000 Cosaques installés primitivement au Kouban vinrent bientôt se joindre de nouveaux contingents de Cosaques Zaporogues émigrés de Turquie sous le nom de Cosaques de Boudja; trois fois de suite, ces nouveaux éléments, auxquels s'ajoutèrent des Cosaques de Poltava et de Tchernigov, vinrent renforcer les Cosaques du Kouban.

En 1818, le général Ermolov, voulant assurer la sécurité des villages cosaques situés le long du Térék, décida la construction du fort de Grozny. Ce fort, lié à Vladicaucase par une série de postes, fut, par la suite, d'un grand secours pour lesdits villages.

En 1819 le fort de Vniezapny fut créé non loin du village d'Andréievski; il était lié au fort de Grozny par une série de redoutes. Cette mesure eut pour effet de séparer les Tchetchènes des Koumniks et de fermer la voie de passage vers le Daghestan.

Parallèlement ont lieu des préparatifs ayant pour but de fortifier le

littoral de la Mer Noire et, dès 1837, le général baron Rosen s'installe au cap Adler et y construit le fort de Saint-Esprit.

Pour mettre fin au contact qui existait jusqu'alors entre les Montagnards et la Turquie la création d'une série de forts est décidée. C'est ainsi qu'apparaissent les forts de Novatchinski sur la rivière Mzymte, Golovinski sur le Chakhe, Lazarevski sur le Peezouape, Veliaminovski sur le Touapse, Mikhaïlovski sur le Voulane qui se rendit célèbre par la mort héroïque de toute la garnison en 1840, Novotroïtzk sur le Pchade et Novorossiisk.

En raison des combats acharnés qui se livrèrent par la suite dans cette région il fut décidé de conserver la ligne fortifiée du Kouban qui fut transférée sur la rivière Laba. Ordre fut donné de construire sur cette nouvelle ligne militaire trois forts et quatorze villages : Labinski, Tchamliniski, Voznessenski, Ouroupski, Nekrassovski, Tenguinski, Vizdvijenski etc... L'installation des colons commença en 1841. La ligne fortifiée de la Laba, de même que les autres lignes d'avant-postes par delà le Kouban, furent peuplées d'éléments venus en majorité des villages cosaques existants et de paysans de Russie. D'une manière générale il est bon de remarquer que la population des villages cosaques est dans sa majorité constituée par des éléments grands-russiens depuis Kizliar jusqu'au village cosaque de Prokhladnaïa le long du Térék et par des éléments tantôt russes, tantôt ukrainiens à partir de Prokhladnaïa tout le long du Kouban.

A partir de 1845 la ligne de la Sounja commence à être renforcée; cette ligne fortifiée prend son nom de la rivière Sounja, affluent du Térék; elle avait pour mission de séparer les tribus montagnardes et même de morceler un seul et même peuple en plusieurs parties. Cette ligne compte les villages cosaques suivants : Prokhladnaïa, Prichibskaïa, Alexandrovskaa (ces trois villages font de nos jours partie de la région autonome de Kabardie et de Balkarie), Zmeïskaïa, Nikolaïevskaïa, Ardonskaïa, Arkhopetro (partie intégrante de la région autonome de l'Ossétie du Nord), Sounjenskaïa, Tarskaïa, Feldmarchalskaïa dont les habitants furent chassés par les Ingouches en 1918, et les villages cosaques faisant aujourd'hui partie du district autonome de la Sounja.

En 1859 le Caucase oriental est soumis; il ne reste plus à soumettre que sa partie occidentale. Le feldmaréchal prince Bariatinski et surtout le comte Evdokimov résolurent d'exterminer la population tcherkesse en faisant occuper son territoire par des Cosaques fixés au sol. Ayant entouré le territoire tcherkesse d'un cercle de fer, le comte Evdokimov obligea la population tcherkesse, en partie décimée, avec ses voisins montagnards de l'Est, à émigrer en Turquie; et sur ces terres évacuées par les allogènes caucasiens furent édifiés, de 1861 à 1865, trois villages paysans et cent onze stanitzas (villages de Cosaques) formant un ensemble de 16.000 familles. La colonisation se développe rapidement, colonisation libre, étrangère aux intérêts politiques du gouvernement et qui jusqu'alors engloutissait de fortes sommes et nécessitait non moins d'efforts pour coloniser le pays avec des éléments en majorité cosaques. Les Cosaques de Grebensk qui, au xvi^e siècle, s'étaient séparés des Cosaques du Don pour s'établir aux bouches du Térék, se transportèrent en 1863 sur les terres situées au confluent de la Sounja et du Térék; ils y formèrent le régiment cosaque de Kizliar-Grebensk avec, pour centre, la stanitza de Tchervlennaa. Peu après se formèrent les régiments cosaques de Volgski et Sounja-Vladikavkazki. De cet ensemble de régiments : Gorski-Mozdok, Kizliar-Grebenski,

Volgski et Sounja-Vladikavkazki se constitua le territoire des Cosaques du Térék qui forme le noyau de la population russe de la province du Térék.

Les Cosaques de la Mer Noire joints aux six brigades postées sur la ligne fortifiée du Kouban constituèrent le territoire des Cosaques du Kouban.

La loi, qui défendait aux éléments civils habitant les territoires cosaques de faire partie des organisations cosaques, ayant été modifiée en 1868, les sujets russes non cosaques furent admis dans lesdites organisations; ils eurent désormais le droit d'acquérir des terres, des immeubles, etc... en toute propriété, à condition de payer aux communautés cosaques un droit d'établissement. De ce moment une foule de paysans des gouvernements de la Russie centrale se portèrent sur le Kouban et s'y établirent.

L'année d'après, en 1869, les administrations civiles et les tribunaux civils furent instaurés dans les provinces du Térék et du Kouban. Une nouvelle vie commença à surgir dans le « pays pacifié » :

Le système fondamental qui préside à l'histoire de la Russie et qui consiste à « faire occuper les confins de l'Etat par des Cosaques » ainsi que le confirme un mémoire du comte Loris-Melikov sur le district du Térék, remis au chef de l'Etat-Major le 14 juin 1863, trouve sa justification dans la proportion de 100 %. Le Caucase gémissait, le vainqueur manifestait hautement sa joie; il pouvait dire en toute franchise : « Ce qui règne ici, c'est l'esprit russe ! Ça sent la Russie ! »

KAZI-KHAN.

Le mouvement des Basmatchis au Turkestan

Depuis bien longtemps la presse du Turkestan s'est gardée de donner des nouvelles sur le « mouvement des basmatchis ». Pour peu, on aurait l'impression que ce mouvement n'existe plus et que la lutte pour la construction socialiste se déroule dans des conditions normales, surmontant les obstacles dont se trouve parsemée la route de toute reconstruction de vie sur de nouvelles bases. Ces difficultés ont été maintes fois signalées dans les colonnes de *Prométhée*, tout particulièrement en ce qui concerne le Turkestan.

Or, il apparaît que le front de lutte contre les insurgés du Turkestan est loin d'être « liquidé » ; que la lutte s'y poursuit non seulement pour la construction socialiste, mais encore pour la consolidation du pouvoir soviétique. Les détails de cette lutte nous sont révélés d'après des sources venues du Ferghana, dans le nouvel organe mensuel de « défense du Turkestan » qui porte le nom de *Yach Tourkestan* (Le Jeune Turkestan).

Les années 1928 et 1929 ont, tout comme les précédentes, été marquées par le « mouvement des basmatchis ». Le front de lutte contre les basmatchis s'étendait à travers toute la vallée du Ferghana. Les régions de Namangan, Andijan, Och, Kokand ont servi de théâtre aux plus violents combats qui se soient livrés entre les insurgés et les détachements rouges. D'après le journal ouzbek de Kokand *Yangi Ferghana*, le *Yach Tourkestan* souligne que le mouvement des basmatchis a pour longtemps détourné l'armée rouge de sa période d'instruction militaire et politique. Depuis le

mois d'avril 1929 des détachements de cavalerie se sont trouvés constamment aux prises avec les basmatchis dans les régions de Khodjent, Naman-gan et Kokand. Ces derniers étaient commandés par Kourdjour, Youldach et autres « kourbachis ». Les plus importants de ces détachements étaient placés sous le commandement de Yarmat-Maqçoum et ils opéraient dans le district de Ferghana. Au cours de l'été de 1929, Yarmat-Maqçoum avait engagé une lutte des plus ardentes contre les rouges. Son étonnante agilité, la facilité avec laquelle il se déplaçait d'un village à l'autre le rendaient insaisissable.

Des kourbachis de moindre envergure, tels que Ichbaï Pansat, Moundjan Mirza Ogly, Khalmatta Tilliabaï Ogly étaient à la tête d'autres détachements qui opéraient dans la vallée du Ferghana. Ces trois derniers tombèrent par la suite dans les mains des bolcheviks et le 28 novembre dernier, le chef des basmatchis du Ferghana Yarmat Maqçoum était tué, à son tour, au cours d'un engagement, par une grenade lancée par les rouges... Les partisans se dispersèrent aussitôt pour former de petits groupements dans la région des mines de Kzyl-Kia et d'Alty-Aryk au Ferghana afin d'y poursuivre la lutte.

La disparition de Yarmat-Maqçoum fut pour les bolcheviks un jour de grande fête dans tout le Ferghana; cet événement fut considéré comme un grand succès militaire, remporté par les rouges sur les insurgés.

Le mouvement des basmatchis trouve un terrain favorable à l'intérieur du pays parmi la population qui s'oppose de toutes ses forces aux réformes du pouvoir soviétique. Il faut en premier lieu rappeler la résistance qu'oppose la population à la politique du coton ainsi qu'il l'a déjà été signalé dans *Prométhée* N° 37. Il n'est pas sans intérêt de fournir ici quelques détails sur le caractère de la lutte qui se livre sur la question du coton, entre la population et le pouvoir soviétique.

D'après les statistiques officielles, au 31 décembre dernier, le gouvernement n'avait pu faire l'acquisition que de 71 % de la quantité de coton brut envisagée et pour laquelle un crédit d'Etat avait été avancé.

Il n'est pas moins intéressant de remarquer que le principal organisme d'achat, ce qu'on appelle le Comité supérieur du Coton, dont la direction a été transférée de Moscou à Tachkent, n'a pu réussir à briser « la résistance civile » aux plans du pouvoir soviétique, de la population qui s'occupe de la culture du coton. C'est ainsi qu'en Uzbekistan le Comité supérieur du Coton n'a pu rassembler que 73 % de la quantité de coton prévue au lieu de 78 % en 1928; au Turkménistan 65,8 % au lieu de 71,9 % en 1928; au Tadjikistan 65,3 % au lieu de 78,4 % en 1928; au Kazakstan 58,3 % au lieu de 72,2 % en 1928.

Si nous ajoutons qu'au 31 décembre 1927 il a été acheté une quantité de coton brut s'élevant à 93,3 % du chiffre prévu on concevra plus aisément jusqu'à quel point se manifeste « la résistance civile » de la population contre le pouvoir soviétique.

Les journaux du Turkestan signalent que dans beaucoup d'endroits la population rend l'argent au lieu de livrer le coton. Jusqu'à présent, ce fait n'avait pas été observé. En dépit des ordres très sévères qui ont été donnés, défendant de reprendre l'argent au lieu des livraisons de coton, les bureaux de coopération du coton persistent à l'accepter des planteurs de coton, rendant ainsi difficiles les achats de l'Etat.

Pour briser l'opposition que fait la population à la politique du coton, le gouvernement des soviets a décidé d'appliquer l'article du code criminel

concernant la confiscation et la réquisition des biens à ceux qui s'opposent à la livraison du coton. Des procès démonstratifs ont été intentés dans différentes régions du Turkestan contre ceux qui négligent de livrer le coton. A titre d'exemple nous citerons le fait suivant : Un Uzbek nommé Hadji Halil Gafour Ogly, possesseur de 45 tanaps (environ 7 hectares et demi) de terre, fut appelé en justice. Ledit Hadji Halil, dit l'acte d'accusation, avait ensemencé en blé une surface de trois tanaps et demi (environ un demi hectare), alors que, d'après le programme des bolcheviks, il aurait dû planter du coton. D'autres suivirent son exemple, ce qui amena Hadji Halil sur le banc des assises sous l'accusation de sabotage de la politique économique du pouvoir soviétique. Au cours des débats, deux nouvelles accusations, et « des plus graves », furent portées contre Hadji Halil; la première avait trait à certain pèlerinage qu'il aurait fait autrefois à La Mecque; la deuxième consistait en un refus dans l'achat de coupons d'un emprunt d'Etat. Pour cet ensemble de délits Hadji Halil a été condamné à huit ans de réclusion avec confiscation de son avoir.

Des procès de ce genre ne sont pas rares. Une politique semblable de la part du gouvernement des Soviets ne peut évidemment que susciter du mécontentement parmi la population. Cela explique le réveil du mouvement des basmatchis au Ferghana, c'est-à-dire dans la région où la culture du coton est la plus intense au Turkestan.

Une lutte acharnée se poursuit également sur le « front de l'émancipation de la femme ». On sait que les bolcheviks se sont efforcés d'orienter cette réforme, d'une très grande importance nationale, dans le sens d'une « politique de classe ». Mais comme dans les conditions adéquates au Turkestan, la « politique de classe » a dégénéré en impérialisme moscovite rouge, devant lequel pâlisent les abus de l'ancien régime, la question du voile chez les femmes est devenue un sujet de discorde et de lutte entre la population et le pouvoir soviétique. D'autre part, le développement formidable des actes de goujaterie commis par les pires éléments du bolchevisme, l'absence de toute « retenue morale » que favorise la doctrine léniniste concourent à aggraver la lutte engagée contre la « politique de classe » dans la question du féminisme.

La *Pravda Vostoka*, de Tachkent, du 24 janvier 1923, parlant de l'épuration du parti, écrit : « De l'examen des faits il apparaît que certains membres du parti considèrent les femmes ayant renoncé au voile comme des prostituées. » C'est du moins ce que signalaient les rapports des comités de Boukhara, de Ferghana, de Merv, d'Andijan.

C'est sur le terrain de la « politique de classe dans la question de l'émancipation de la femme » que se poursuit cette lutte sans merci contre le pouvoir des soviets et contre les bocheviks dans les villages uzbeks. Il n'est pas de jour que les journaux du Turkestan ne signalent le massacre ou quelque tentative de meurtre sur la personne de femmes uzbèkes, membres du parti communiste ou simplement ayant renoncé au voile. Les procès démonstratifs suivis de nombreuses condamnations à mort non seulement ne mettent pas fin à la série de crimes dont le Turkestan est le théâtre, mais ne font qu'exaspérer davantage la population.

L'un de ces procès démonstratifs a eu lieu au début de janvier à Béch-Aryk dans le Ferghana; un certain Mourtaza était accusé d'avoir tué sa femme Adil-Bibi qui s'était dévoilée. Sur le même banc comparaissaient ses proches parents, son père Témir Hadja et sa mère Charafat comme complices et les nommés Ouzakbaï et Chadman Hodja.

Il convient de faire remarquer que la femme Charafat remplissait les fonctions de président du Comité exécutif local, c'est-à-dire qu'elle occupait un poste de commandement; son mari, Témir Hodja, était de son côté président de la Coopérative de crédit et quant au mari de la victime, Mourtaza, il était secrétaire de la cellule de l'Union des jeunesses communistes; l'accusé Ouzakbaï était milicien et le cinquième accusé Chadman Hodja un simple paysan. Tous déclarèrent que le mari de la victime, Mourtaza, était devenu jaloux de sa femme aussitôt après qu'elle eut renoncé au voile.

Le tribunal a condamné les cinq accusés à être fusillés...

Et pour briser la résistance qui se manifeste contre l'enlèvement du voile, les bolcheviks d'Uzbekistan ont résolu de recourir à des mesures rigoureuses. C'est ainsi que le plenum du tribunal suprême d'Uzbekistan a décrété de considérer comme susceptible d'être puni, non seulement le meurtre d'une femme ayant pour cause le fait de son émancipation, mais encore la menace de la part du mari d'obliger sa femme à reprendre le voile, à cesser ses études, son activité politique et son travail de propagande.

Ce délit est puni en vertu de l'article 64 du paragraphe 10 du code criminel, c'est-à-dire de la peine de mort.

Les bocheviks cherchent dans de prétendues intrigues créées par les étrangers la cause du mouvement des basmatchis au Turkestan. Il suffit, ce nous semble, de lire ce qui vient d'être signalé ici sur la politique du coton et de l'émancipation de la femme pour comprendre que ce mouvement est la seule issue, bien naturelle, à la situation exceptionnellement tendue dans laquelle se trouve plongé le pays depuis de nombreuses années déjà.

Le mouvement des basmatchis est certainement une solution peu désirable, mais la politique du pouvoir soviétique est telle qu'en dehors de ces soulèvements à l'état chronique, aucune autre forme de lutte contre ce pouvoir n'est possible.

M. T.

CHRONIQUE

GÉORGIE

Une Conférence de la Princesse Achille MURAT

Dans la salle de la Société de Géographie, le 11 Février dernier, une élégante et aristocratique assemblée se pressait, répondant à l'invitation de cette œuvre admirable qu'est « l'Association des Amis de la Géorgie ». « Être ami de la Géorgie, déclare une petite brochure éditée par l'Association, c'est, au point de vue le plus général, affirmer que les justes causes ne se laissent point prescrire. Et c'est, au point de vue immédiat, témoigner aux Géorgiens exilés qui vivent en France la sympathie des Français... Soyons aux Géorgiens de France ce que nous avons été naguère aux Polonais, aux Tchèques, aux Serbes, à tous les peuples qui ne voulaient pas mourir. En droit, la Géorgie existe toujours. Elle est représentée auprès des gouvernements, qu'elle le soit aussi devant l'opinion universelle par la sympathie active des Français : tel est l'objet des « Amis de la Géorgie ».

M. A. Chevalay, ancien Haut-Commissaire de France au Caucase, présidait. Ceux

qui connaissent son entraînante éloquence imaginent aisément son succès et l'émotion qu'il suscita avec son allocution d'ouverture.

Puis S. A. la princesse Achille Murat se révéla conférencière, toute gracieuse et d'une documentation étonnante. Elle exposa l'histoire de la Géorgie dans ses grandes lignes, s'arrêta sur son art et sa culture, dépeignit la beauté de la race et la richesse du pays. Les images projetées sur l'écran ont avantageusement illustré cet exposé magistral dont le charme a su tenir en éveil l'attention générale de l'assemblée durant deux bonnes heures. La fin de cette remarquable conférence a été saluée d'applaudissements unanimes et prolongés.

Nous sommes heureux d'avoir l'occasion de présenter à la princesse l'hommage de notre admiration et de notre gratitude.

Nous avons reçu de Tabriz (Perse) une nouvelle lettre dont nous extrayons les passages suivants :

« Le Gouvernement Persan a institué, il y a six mois, une quarantaine politique. Les évadés de l'enfer soviétique sont arrêtés et mis à la disposition de la police de Tabriz. Vérification faite de leur identité ils sont relâchés sans toutefois avoir le droit de quitter la ville. A Tabriz, il est presque impossible de trouver du travail pour subsister attendu que cette ville ne possède ni fabriques, ni usines. La seule industrie qu'on puisse trouver est celle du tissage des tapis où la main-d'œuvre employée est celle des enfants et des femmes. La seule occupation consiste à construire quelques maisons primitives en pisé, parfois à en démolir des vieilles pour l'élargissement des rues, mais les conditions de travail du manoeuvre sont dures : pour une journée de travail, du lever au coucher du soleil, on ne gagne que 2 ou 3 krans (le kran équivalant à 17 cop.)

« Au Sud et au Nord de la Perse on est en train de construire un chemin de fer reliant le Golf Persique à la Mer Caspienne. Là on peu trouver du travail, mais au Nord où travaille une compagnie allemande, le principal entrepreneur est un géorgien, M. Jean Varasachvili, qui, comme sujet soviétique, n'a pas le droit d'embaucher des réfugiés quelle que soit leur nationalité ; au Sud où opère un syndicat anglo-américain il eût été possible de trouver quelque travail mais tout déplacement nous est interdit. Ne serait-il pas possible de nous accorder un peu plus de bienveillance à la quarantaine de Tabriz et plus de facilité de la part de la police pour l'obtention d'un *djavas* (permis de déplacement).

« La question des passe-ports et des visas est aussi angoissante. Où donc les réfugiés géorgiens pourraient-ils trouver un peu de protection ? Car il y a parmi nous beaucoup de réfugiés qui, ayant leurs familles à l'étranger ne pourront s'y rendre à défaut de cette formalité. Il y a, par exemple, à l'heure présente, à Tabriz deux Géorgiens, Michel Ziziachvili et Samuel Phichkadze, dont la famille et les affaires se trouvent à Stamboul. En 1925 ils furent arrêtés par la tchéka et relégués en Sibérie à Kerensk ; après avoir purgé la peine ils retournèrent légalement en Géorgie, mais les Soviets leur interdirent de rejoindre leur famille. Ils ne leur restait donc que de franchir illégalement la frontière. C'est ce qu'ils firent mais maintenant ils sont immobilisés à Tabriz ne pouvant obtenir de passeport ni de visa. Voilà déjà 7 ans qu'ils n'ont pas vu leur famille.

Tabriz, le 2 Février 1930.

A l'Université de Tiflis

Deux cents étudiants viennent d'être exclus de l'Université. Tous ceux qui ne sont pas inscrits dans le parti de la Jeunesse Communiste sont considérés comme suspects et comme tels, ennemis de l'Etat soviétique. On les arrête et on les relègue en Russie.. Les anciens professeurs sont remplacés par des « jeunes », récemment sortis de l'Académie Rouge. Leur préparation scientifique n'est pas de nature à rehausser le prestige de l'Université géorgienne qui perd complètement sa valeur scientifique et civilisatrice.

La Géorgie n'a jamais connu de temps plus noirs que sous le régime actuel, au cours de son histoire millénaire.

AZERBAIDJAN

Les paysans refusent de donner leur blé

La *Zaria Vostoka* annonce que les paysans de la République d'Azerbaïdjan refusent de donner leur blé au Gouvernement. De ce fait, le plan gouvernemental de stockage n'a pu être réalisé. C'est ainsi, par exemple, que dans le district de Salianah où la livraison de 75.000 tonnes de blé avait été prévue, il ne s'en est point livré du tout en septembre. Les sociétés de crédit qui devaient annuellement recueillir 165 tonnes de blé n'ont pu, quant à présent, en recueillir que 21. Les journaux proposent au Gouvernement d'exercer des poursuites contre les institutions et organisations chargées du stockage des blés.

Les nationalistes au travail

Zaria Vostoka, N° 209, informe que la Commission de Contrôle près le Commissariat de la Justice a constaté qu'une cinquantaine de membres du Collège des Avocats n'a pas, quant à présent, non seulement accepté le point de vue du régime soviétique, mais qu'au contraire, ils ont toujours fait de l'agitation contre le pouvoir gouvernemental. Ils sont allés même jusqu'à engager leurs amis à ne pas s'inscrire dans le parti communiste, leur faisant entrevoir sa chute prochaine. D'après ce communiqué, il apparaît que ce groupe avait à sa tête l'ancien président du Parlement azerbaïdjanien, M. Djaffarov. En dehors de M. Djaffarov, le dit organe cite un certain nombre de fonctionnaires importants ayant autrefois fait partie du Gouvernement National.

Afflux d'émigrés en Perse

Les journaux persans annoncent qu'en raison de l'état d'anarchie qui règne dans l'Azerbaïdjan soviétique, nombre d'habitants, craignant des complications et la famine, abandonnent leurs foyers et passent la frontière. Un accueil bienveillant leur est toujours réservé par la population persane. Des commissions spéciales ont même été créées à Tabriz et à Ardebil pour venir en aide aux émigrés.

Nouvelle ligne de chemin de fer

Le Commissariat des Voies et Communications à Bakou a présenté au Conseil des Commissaires un projet de chemin de fer qui doit unir la station d'Evlakh avec Zakatal en passant par Noukha.

Odlou-Yourt

De Constantinople, on annonce que le numéro 9 du journal *Odlou-Yourt*, organe des nationalistes azerbaïdjanien vient de paraître.

L'application des caractères latins

Le comité central exécutif azerbaïdjanien et le conseil des commissaires du peuple viennent de publier, le 21 juillet dernier, un décret à l'occasion du

sixième anniversaire de l'application des caractères latins en Azerbaïdjan. D'après ce décret, à partir du 1^{er} janvier 1929, les caractères arabes seront supprimés dans tous les établissements se trouvant à l'intérieur de l'Azerbaïdjan et remplacés par les caractères latins.

Le décret se termine ainsi : « Au nombre des mesures prises dans l'intention de relever le niveau de la culture de la masse, le gouvernement ouvrier et paysan azerbaïdjanien a trouvé nécessaire, à partir de l'année 1922, l'introduction des caractères latins dans tout l'Azerbaïdjan. Depuis ce temps, l'application de cet alphabet a paru pratiquement possible et il s'est propagé très rapidement dans le pays ». Par ce décret, le gouvernement soviétique oblige tous les établissements gouvernementaux, les soviets des villes et des villages, les comités exécutifs, les tribunaux ainsi que les établissements scolaires, économiques et commerciaux d'adopter à partir du mois de janvier de cette année, le nouvel alphabet. Et pour faciliter cette tâche, il a décrété l'organisation dans les provinces de comités locaux et d'un millier de circonscriptions, dites d'écriture, qui seront chargés d'apprendre aux citoyens le nouvel alphabet. Les fonctionnaires des établissements gouvernementaux qui n'auront pas appris le nouvel alphabet seront destitués. D'après des nouvelles reçues de province et publiées dans les journaux locaux, cette activité serait couronnée de succès dans plusieurs provinces azerbaïdjanienes.

Déjà avant le 1^{er} janvier, plusieurs journaux et différentes administrations publiques ont mis en application le nouvel alphabet. (Kommunist n° 2423).

Insurrections paysannes

Le journal *Le Kommounist*, organe officiel du soviet d'Azerbaïdjan, paraissant à Bakou, confirme que la population turke dans les provinces s'est dressée contre l'introduction forcée du communisme et contre les persécutions dont est victime la religion musulmane. Ce même organe, à la date du 25 janvier, signale qu'un fort détachement de Guépéou, qui se rendait dans l'arrondissement de Guektchaï pour réduire l'insurrection des paysans, est tombé dans un guet-apens. Le chef de la Tchéka Martynov, connu par ses instincts sanguinaires à Moscou même, quarante de ses agents et 450 soldats de l'armée rouge faisant partie du détachement trouvèrent la mort dans ce combat qui dura un jour et une nuit. Les paysans s'emparèrent des armes et des mitrailleuses et se retirèrent dans les montagnes.

La *Zaria Vostoka*, de Tiflis, parle aussi de soulèvements dans les arrondissements de Nougka et de Karabagh où les paysans incendient les exploitations agricoles collectives, opposant une lutte acharnée aux autorités et engageant des combats avec les tchékistes.

La lutte contre les Koulaks

D'après le rapport du président de la Commission des collectives agricoles M. Karakozov, il ressort que sur tout le territoire d'Azerbaïdjan, les paysans-koulaks opposent une résistance acharnée à la création des collectives agricoles. La résistance est particulièrement vive dans l'arrondissement de Salianah, voisin de la Perse, où de nombreux fonctionnaires ont été tués. Les koulaks détruisent les collectives agricoles, s'emparent du bétail et l'emmènent dans la montagne. Dans son rapport, M. Karakozov déclare que toutes les organisations secrètes sont connues des koulaks. Nombreux sont les agents responsables des collectives agricoles qui se trouvent sous l'influence, sinon au service des koulaks. Ledit président propose de prendre des mesures rigoureuses pour venir à bout de ce mouvement.

L'état d'esprit des ouvriers dans les campagnes

On sait que, dans le but de contrôler l'activité des organisations des exploitations agricoles collectives, le gouvernement soviétique d'Azerbaïdjan a envoyé dans les campagnes des cadres d'ouvriers désignés sous le nom de « brigades ouvrières ». Actuellement les journaux communistes d'Azerbaïdjan réprouvent la nuisible activité des ouvriers dans les campagnes. Ces ouvriers, disent les journaux, sont, avant tout, privés de la possibilité de lire et d'écrire; beaucoup d'entre eux sont turks et se montrent hostiles à Moscou. Ils sont tous tombés sous l'influence des koulaks dont ils exécutent tous leurs désirs. Il n'est pas rare de voir des ouvriers passer dans le camp des paysans insurgés. Ces ouvriers prennent souvent la défense des paysans et critiquent le système des exploitations collectives. Les journaux soviétiques proposent au gouvernement de s'abstenir d'envoyer des ouvriers à la campagne, attendu qu'au lieu de profits, ils n'apportent que la désorganisation tout en discréditant le pouvoir soviétique aux yeux des paysans.

La lutte contre les queues devant les boutiques

Avec la crise de l'alimentation, l'on remarque dans les grands centres d'Azerbaïdjan l'apparition d'interminables queues devant les boulangeries et les coopératives. Le public attend des heures entières pour recevoir des produits de première nécessité, ce qui amène des désordres et de l'agitation contre le pouvoir soviétique. Les autorités ne cachent point leur inquiétude. Ces derniers temps, à Bakou, ont été appelés les représentants de toutes les coopératives pour élaborer des mesures contre cette situation; nombreux furent les communistes qui critiquèrent la politique du gouvernement dans la question du ravitaillement; des reproches furent aussi adressés au système d'organisation des coopératives et des protestations furent élevées contre la pénurie des vivres et le système de concession pratiqué par les fonctionnaires soviétiques.

La rentrée défectueuse des impôts

Dans la plupart des arrondissements de la république d'Azerbaïdjan, dans ceux de Guendja, Karabagh, Lenkoran, le paiement des impôts s'opère difficilement et lentement. Dans beaucoup de villages de ces arrondissements les paysans refusent simplement de payer les impôts; en d'autres lieux les paysans aisés sont fréquemment affranchis de tout impôt par les fonctionnaires soviétiques qui perçoivent des pots de vin. Le gouvernement lutte contre cet état de choses et des fonctionnaires sont révoqués. L'arrestation de 400 paysans de ces régions est annoncée.

Les résultats de la campagne de stockage

La Commission de contrôle, chargée du stockage des céréales, a constaté que 40 % seulement du plan envisagé par le gouvernement a été réalisé; elle considère que la situation est devenue catastrophique. La Commission de contrôle est convaincue que la faute en incombe, non pas seulement à l'hostilité des paysans, mais encore aux manœuvres intéressées des agents soviétiques eux-mêmes; elle a, de plus, constaté qu'au mois de janvier dernier, l'arrondissement de Kouba n'a rien donné au gouvernement, dans le temps même où des importations de blé provenant de cette région étaient signalés dans la république voisine du Daghestan.

La situation sociale et culturelle

Vers la fin du mois de septembre de l'année dernière a été organisé, à Bakou, un congrès d'instituteurs. Le principal sujet de discussion à ce congrès a porté sur « l'éducation à l'école ». Le rapporteur et tous les orateurs qui suivirent critiquèrent l'état psychologique des écoliers lesquels se trouvent, d'après eux, « sous l'influence de la petite bourgeoisie » et autres éléments étrangers agissant sur eux au moyen de la littérature, du cinéma, du théâtre, etc... Malgré que la lutte anti-religieuse se poursuive, remarquèrent MM. Husséninov et Doubinski, l'influence de la religion et le sentiment national sont très puissants parmi la jeunesse des écoles. Avant de clôturer les débats, le congrès a adopté la résolution suivante :

« La question du jour est le problème anti-religieux. Ainsi, en introduisant à l'école l'éducation anti-religieuse on espérait anéantir toute croyance religieuse; mais malgré tous les efforts nos écoles ne nous fournissent que des croyants et des nationalistes. Quelle en est donc la cause ? D'après nous, les écoliers se trouvant fortement soumis aux influences de leur milieu, la société agit puissamment sur eux; les recherches qui ont été faites à ce sujet montrent que la grande majorité de la jeunesse des écoles croit en Dieu ». (Kommunist n° 2423).

CAUCASE DU NORD

Nationalisme local

Le 13 juillet dernier, à Chamyl-Kala a eu lieu une réunion de l'Active locale du parti. Le rapport extrêmement intéressant de M. Kluev, commissaire du peuple, en fut le clou. L'ennemi le plus dangereux pour le pouvoir soviétique, disait M. Kluev, est sans contredit la déformation de la politique nationale du parti, un chauvinisme impérialiste et le nationalisme local, lequel s'infiltré à travers les rangs de l'organisation de parti et menace de disloquer cette organisation.

L'introduction des éléments locaux dans les rouages du pouvoir soviétique se heurte à une forte opposition de nombreux travailleurs responsables. Ces derniers, hautains et méprisants envers la population allogène du Daguestan, laissent loin derrière eux les anciens fonctionnaires tsaristes. Ces travailleurs enlèvent, par tous les moyens, toute possibilité aux représentants des nationalités locales, d'arriver à un poste supérieur. Ils vont même jusqu'à traiter la population locale comme un matériel de qualité inférieure que l'on ne peut utiliser comme force pour un travail obscur. Cette circonstance, dit M. Kluev, ne fait que tendre davantage les rapports entre nationalistes et il en résulte « *un courant dangereux de nationalisme local* ». Les nationalistes locaux considèrent que le Daghestan ne doit être que pour les Montagnards, qu'il faut former du Daghestan un Etat distinct dans le genre de l'Afghanistan, de l'Egypte, de la Turquie, etc.

« Les tendances de nationalisme local, souligne M. Kluev, sont surtout nuisibles et dangereuses pour la structure soviétique au Caucase du Nord.

On peut observer ce même état d'esprit dans les autres régions autonomes des Montagnards. C'est bien ainsi que parlait dans son rapport M. Kluev et puis M. Pitkovs i, secrétaire de l'organisation du parti ossète du district de Vladicaucase. Prenant la parole à la dernière conférence du parti, il prévint les membres d'être surtout prudents en initiant les Montagnards au travail responsable, afin d'éviter « l'obstruction » de l'appareil local « par les éléments montagnards essentiellement chauvins ». A cette conférence fut également soulevé la question touchant au nombre peu considérable de Montagnards authentiques dans les

écoles supérieures pour les Montagnards. Un certain Sokol répondit ouvertement que, dans ce cadre même très limité d'allogènes « fréquentant les écoles supérieures, on trouve des éléments indésirables. Nous ne devons, à aucun prix, ajoûta-t-il, instruire nos ennemis ».

UKRAINE

Mutineries dans l'armée rouge

Un journal de Kharkov, *Krasnaia Armia* (l'Armée rouge) annonce que des désordres ont été signalés dans la formation spéciale dite « régiment du Guépéou ». Les plaintes de la population, à propos des réquisitions de blé, ont occasionné cette mutinerie. Certains soldats de ce régiment ayant reçu des lettres de leurs familles dans lesquelles celles-ci se plaignaient de la profonde misère où les plongeaient les réquisitions, leurs camarades décidèrent avec eux de ne plus prendre part aux expéditions de ce genre. Lorsque le régiment, à la fin d'avril, eut reçu l'ordre d'entrer dans la province de Poltava pour prêter main-forte aux stockeurs de blé, il refusa d'obéir.

Le commissaire politique du régiment, qui s'efforçait d'apaiser les mutins, fut accueilli par des bordées de sifflets et dut se retirer devant leur attitude menaçante. Ce fut seulement après l'intervention du délégué du secteur militaire que les soldats déposèrent leurs armes. Trois jours plus tard, le calme étant revenu, beaucoup d'arrestations eurent lieu.

Inquiétudes soviétiques au sujet de l'Ukraine

Au Congrès panukrainien de Kharkov, le Président du Conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine soviétique a déclaré que « la bourgeoisie mondiale rêve toujours de détacher l'Ukraine de l'Union soviétique ».

Parlant du livre de M. François, *L'Ukraine économique* (éditions France-Orient, Paris), il estime que cet ouvrage découvre les tendances du capitalisme français à asservir l'Ukraine. Il revient sur cette même idée, à propos d'un article paru dans la *Gazette de Gdansk*.

L'orateur termine ainsi son discours :

« Camarades ! la bourgeoisie prépare une nouvelle guerre sous prétexte de « défendre la civilisation »... Aussi nous faut-il porter toute notre attention sur le projet que nourrissent les Etats capitalistes d'arracher l'Ukraine à l'Union soviétique et, dans ce but, développer les moyens défensifs du pays et accroître les forces de l'armée rouge. » (*Communiste* de Kharkov, n° 103)

Assurances contre la terreur paysanne

Le praesidium du Comité exécutif central ukrainien, de Kharkov, a décidé de faire assurer par l'Etat la vie des fonctionnaires soviétiques des campagnes contre les attentats de la terreur paysanne.

Bénéficient des assurances tous les présidents de Conseils de village, de Comités de paysans pauvres, d'Associations rurales de secours mutuels, ainsi que les secrétaires des Associations villageoises du parti communiste, des organisations des *jeunesses communistes*, les correspondants des journaux soviétiques, etc.

Librairie Orientale et Américaine

Fondée en 1835

COMMISSION

EXPORTATION

JEAN, MAISONNEUVE * *

MAISONNEUVE Frères, Successeurs

Libraires-Éditeurs

3, Rue du Sabot, PARIS (6^e) France

R. C. Seine 214.190 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Etnographie, etc.
de l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie

Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies

et Guides de conversation en toutes langues

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine
Bibliothèque ethnographique, etc.

BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868
Revue l'Etnographie

Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures

CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES

“ LE TRIDENT ”

Première Revue hebdomadaire Ukrainienne en France
fondée en 1925 à Paris

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

42, Rue Denfert-Rochereau, PARIS V^{me}

Adresse postale : Le Trident ;

Boîte postale : 15, PARIS (13^e) ; Chèque postal : Paris 828.50

Prix de l'abonnement en France :

Un an : **80** fr. — Six mois : **40** fr. — Trois mois : **20** fr.

Un mois : **8** fr. — Au Numéro : **2** fr.

Librairie “ LE TRIDENT ”

Grand choix de livres sur l'Ukraine, en langues ukrainienne et française. Cartes postales, portraits, dictionnaires. Toutes les éditions ukrainiennes de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, du Canada, du Brésil, des États-Unis, d'Allemagne, de Mandchourie, etc...

E5114E
1930